ISSN 0024-7650

M 6189 - 983 - 6,00 F
3796189006007 09830

Espagne, Yougoslavie, Pologne...
les travailleurs contre l'austérité

p. 8 et 9

lutte ouvrière

dans les entreprises
bas salaires ras-le-bol

p. 10

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 983 - 4 avril 1987 - prix : 6 F

La farce électorale a commencé
aux travailleurs de troubler la fête

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Page 7
— Espagne : le "procès de la colza" à Madrid.
— Japon : la maladie de Minamata, trente ans pour juger les responsables.

Pages 8 et 9
— Yougoslavie : après les grèves, le gouvernement découvre la marche arrière.
— Pologne : le pouvoir augmente les prix.
— Grèce : quand Papandréou fait vibrer la corde anti-turque pour faire oublier ses difficultés économiques.
— Espagne : les mouvements se multiplient dans la classe ouvrière.

Page 16
— L'impérialisme français et la guerre du Tchad.
— Le FLNKS organise un meeting à Paris.
— Algérie : respect des droits de l'homme.

INTÉRIEUR

Page 5
— PCF : un succès électoral relatif... mais qu'y a-t-il au bout ?
— Le PC italien à l'honneur d'une mission... "expiratoire"

Page 10
— Les salaires en question.

Page 12
— Pour la Sécu, une manifestation réussie, marquante pour les travailleurs.
— N'y a-t-il pas assez de chômeurs comme ça ?

DANS LES ENTREPRISES

Pages 6, 10, 11, 12, 13
— SNECMA-Gennevilliers ; CRAMIF-Paris, Caisse Nationale Vieillesse Paris 19e ; Renault-Billancourt, etc.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

En bref

Van Gogh privatisé

La peinture *"Les Tournesols"* de Van Gogh vient de battre à Londres tous les records de prix en matière d'enchères sur un tableau. La toile, de 76 cm de côté, a été adjugée 200 millions de francs, soit 4.000 ans de salaire d'un smicard, à un acquéreur resté inconnu. Un particulier ou une banque, paraît-il, mais peut-être était-ce un particulier ayant la fortune d'une banque.

Le précédent record détenu par un Monet était presque trois fois moins élevé. Ne sachant plus où placer leur argent, les richards versent dans la frénésie. Si les capitalistes se mettent à transformer leurs maisons en musées, c'est qu'ils sont dépassés par l'histoire !

Para...noïaque

Le Général Bigeard, l'ancien officier para d'Indochine, a été un des premiers à aller voir le nouveau film américain sur la guerre du Vietnam, *Platoon*. Il n'a pas aimé : *"Le réalisateur nous présente une jungle de loups : un lieutenant qui ne commande rien, des hommes livrés à eux-mêmes, des sergents qui s'entretuent. Quant au repos du guerrier, c'est la drogue, le viol (...) Bref, tout le contraire d'une armée disciplinée (...) Sachez que mes hommes étaient tous rasés de près. L'armée française, c'était quand même autre chose"*.

Qu'est-ce que ça devait être, alors, elle qui a pris la raclée au Vietnam bien avant l'armée US elle-même !

Roi du béton, roi du pognon

On a pu voir à la télévision, vendredi 27 mars, Francis Bouygues, le numéro 1 du béton en France et, paraît-il, dans le monde, inaugurer son nouveau siège social. Il l'a baptisé "Challenger", rien que ça, et n'a lésiné ni sur le ciment, ni sur l'acier, ni sur l'argent dépensé pour se construire ce petit château de Versailles.

Il faut dire que ce bétonneur, qui est en train d'essayer d'acheter la première chaîne de télévision, a la perspective de s'enrichir encore avec les commandes de l'Etat, entre autres les autoroutes. Il ne se gêne pas pour étaler sa fortune. En voilà un au moins qui n'a pas de souci pour son avenir.

Des salaires compétitifs

Les salaires dans la fonction publique vont être augmentés de 3,4 % pour 1987. Ce qui va être étendu aux cheminots et aux postiers. Et comme traditionnellement le secteur public joue un rôle pilote, tous les autres salaires (notamment la métallurgie) vont suivre. Ça ne se passe pas en France, mais en Allemagne de l'Ouest, où les salaires sont déjà nettement plus élevés qu'ici.

Les patrons français jurent leurs grands dieux que c'est la faute aux salaires si l'industrie française n'est pas compétitive. Un conte à dormir debout, doublé d'un compte bien rempli pour tous les profiteurs du travail.

Les vautours

Les "accédants à la propriété" ont manifesté à Paris, samedi dernier. Parmi eux, des travailleurs qui, ayant voulu faire construire, se sont endettés auprès des banques. Ils ont signé des traites à une époque où l'inflation était de 14 % et les intérêts à des taux voisins. Aujourd'hui l'inflation a baissé et les salaires sont bloqués, et les banques pompent une partie de plus en plus grande de leur revenu. Les gros emprunteurs capitalistes ont pu obtenir des prêts à des taux plus bas, mais les banques continuent à prendre les petits "accédants à la propriété" à la gorge.

Et ce sont les mêmes qui veulent instaurer les chèques payants !

Pour 25 francs de pâte à modeler

Il avait 17 ans, il s'est suicidé après avoir été accusé d'avoir volé pour 25 F de pâte à modeler par le directeur d'un grand magasin et ses vigiles, et emmené au commissariat. Ses amis et ses parents ont manifesté dans le centre de Lille samedi dernier, pour qu'on ne revoie plus ça.

Les rayons des grands magasins débordent de tout. Tous, même les plus démunis, ont le droit d'avoir ça sous le nez, mais pas celui d'être tenté sans risquer d'être traité comme un criminel. C'est la société du fric et des flics. Malheur aux jeunes qui n'ont pas compris cette absurdité !

La baie des anges gardiens

Deux restaurants niçois, appartenant à des actionnaires de la Société niçoise des bains de mer qui s'apprête à rouvrir le casino Ruhl, ont sauté. Ces dernières semaines, le casino de Menton, un café et une salle de jeux appartenant au même milieu avaient aussi fait l'objet d'attentats. On ne connaît pas les plastiqueurs mais les plastiqués ne correspondent pas tout à fait au portrait-robot du citoyen moyen.

Dans cette société des bains trempe, en effet, une flopée d'amis et de proches parents de Fratoni, le précédent PDG du Ruhl, condamné à treize ans de prison. Fratoni est actuellement en fuite, ce qui ne l'empêche pas de donner des interviews depuis l'Italie. Il a d'ailleurs tenu à louer le gouvernement, qui a pris récemment la décision de rouvrir le casino et de le placer entre des mains amies : *"Nous devons remercier le gouvernement de Jacques Chirac (...) qui a finalement fait voter les lois qui vont permettre aux casinos leur deuxième jeunesse"*. On comprend maintenant tous les discours de Pasqua, contre la petite délinquance. Ça lui permet de faire oublier la grande, et non seulement de laisser courir ses anciens amis du SAC mais même de confier les casinos à leurs enfants, puisque cela dépend du ministère de l'Intérieur. Comme le Ruhl qui sera géré par la fille et le beau-fils de Fratoni.

Le chômage augmente, les subventions aux patrons aussi

Au moment où Chirac soufflait sa bougie d'anniversaire à Matignon, le gouvernement annonçait l'augmentation de 1,6 % du nombre des chômeurs pour février, soit 8,5 % en un an. Avec plus de 2.650.000 chômeurs officiellement recensés, on atteint maintenant le seuil des 11 % de chômeurs dans la population active.

Les gouvernements, de gauche puis de droite, ont tous prétendu lutter contre le chômage. Et plus le chômage augmentait, plus ils ont inventé : "TUC" (Travaux d'utilité collective), "PIL" (Programmes d'insertion locale), "SIVP" (Stages d'initiation à la vie professionnelle), "FNE" (Fonds national pour l'emploi) et autres "contrats d'adaptation" et "contrats de qualification"...

Ça n'a rien changé à l'augmentation du chômage. Par contre, cela a rendu la main-d'œuvre bon marché et permis de multiplier les subventions aux patrons. Le dernier "plan pour les chômeurs de longue durée" va ainsi faire sortir 3 milliards de francs supplémentaires des caisses de l'Etat pour aller dans les poches patronales.

Quant au chômage, on n'en est même plus à vouloir nous faire croire qu'on va le combattre.

A.J.

La farce électorale a commencé

Aux travailleurs de troubler la fête

La farce électorale pour les prochaines présidentielles a bel et bien commencé.

Oh, officiellement, personne n'est encore en campagne. Mitterrand l'a précisé, dimanche 29 mars, à l'émission 7 sur 7 de la télévision, il ne sait pas encore s'il sera candidat : il joue son rôle de président avant tout, et il "avisera" en temps voulu. Chirac en avait dit autant avant lui : il est avant tout un Premier ministre, pas un vulgaire candidat à l'élection présidentielle de l'an prochain. Ils s'entendent bien décidément, y compris pour jouer de concert cette comédie ridicule.

En fait, chacun bat déjà la campagne. Pendant que l'un, Mitterrand, allait se faire voir du côté de la Franche-Comté, Chirac allait se mettre en valeur par une visite à Washington, chez Reagan. On a pu voir le président aller serrer les mains des notables de tout bord et le Premier ministre faire assaut d'efficacité en ramenant d'outre-Atlantique un accord sur la répartition des bénéfices que pourront faire les trusts pharmaceutiques grâce à la lutte contre le SIDA.

L'élection présidentielle est dans plus d'un an, mais ils ont besoin de s'y prendre tôt, s'ils veulent arriver à nous faire mordre une fois de plus à l'hameçon de la comédie électorale. D'autant plus que, cohabitation oblige, Chirac ou Mitterrand, Barre ou Rocard, ne prétendent même pas avoir une politique différente à proposer. Mitterrand rend indistinctement hommage à tout le monde, à Giscard comme à Chirac, comme aux actuels ministres de la droite. On l'a vu à la télévision distribuer des bons points à Pasqua, à Pandraud, Séguin ou Michèle Barzach... comme il en aurait distribué à Bérégovoy, Joxe ou Edith Cresson au temps du gouvernement socialiste ! Mitterrand aurait voulu nous expliquer que quel que soit le gouvernement, les travailleurs ont toujours droit à la même salade, qu'il ne se serait pas exprimé autrement.

Alors, les travailleurs auraient bien tort de se laisser prendre et de croire que leur sort pourra un tant soit peu changer selon le résultat de l'élection. Ils auraient tort de se prendre à espérer, par exemple, que ce soit "moins pire" si Mitterrand l'emporte dans un an et de s'en remettre ainsi au sort des urnes.

Car Mitterrand, nous l'avons déjà. Et aujourd'hui, au fond, il est d'accord avec Chirac pour nous annoncer que, de toute façon, pour les travailleurs, l'avenir sera pire. Les licenciements massifs, le chômage qui vient encore de battre de nouveaux records, les salaires bloqués alors que le patronat et les profiteurs de tout poil s'approprient des bénéfices éhontés, cela se passe aujourd'hui sous un gouvernement de droite comme cela se passait hier sous un gouvernement de gauche, et avec le même président. D'un gouvernement à l'autre, c'est une dégradation considérable qui a été imposée dans les conditions de vie de la classe ouvrière. Et, si celle-ci ne fait rien pour l'empêcher, c'est une dégradation qui ne pourra que s'approfondir.

Car il n'y a pas de limite à l'appât du gain des possédants, des bourgeois de tout poil et de tout accabit. Les entreprises n'ont jamais fait autant de bénéfices, au point de ne plus savoir où placer leur argent. Bouygues, le roi du béton, se paye un petit château de Versailles en guise de siège social en même temps qu'il cherche à consacrer ses milliards à s'acheter une chaîne de télévision. D'autres engrangent les milliards grâce à des coups de Bourse ou des spéculations en tout genre. Et les vautours de toute sorte sont encouragés à se payer, par tous les moyens, sur le dos de la population laborieuse, qui en augmentant les loyers à sa guise, qui en majorant arbitrairement les prix de tel ou tel service ou de tel ou tel produit.

Alors, si la classe ouvrière est la seule catégorie sociale à ne pas se défendre, sa situation ne pourra que continuer à se dégrader. Mitterrand et Chirac ne nous promettent pas autre chose.

Oui, il faut mettre un coup d'arrêt, et les travailleurs ont les moyens de le faire. Le succès de la manifestation de la CGT sur la Sécurité sociale, le 22 mars, montre toute l'énergie militante qui existe aujourd'hui au sein de la classe ouvrière. Toute cette capacité de mobilisation pourrait être utilisée par les travailleurs de façon à flanquer une sacrée trouille au patronat et à l'obliger à lâcher une bonne partie des sommes dont il s'engraisse grâce aux bas salaires.

En ce moment, où les entreprises privées ne savent plus quoi faire de leurs bénéfices, les travailleurs sont en situation de lancer de véritables luttes offensives, pour leur salaire et leur emploi. Ils en ont la force. Il suffit d'oser et de vouloir.

La comédie électorale passerait alors à l'arrière-plan car les travailleurs imposeraient cette fois un vrai changement de programme !

Arlette LAGUILLER

Le PS joue au centre

"Les Français jouent le PS au centre", titre *Libération* du 2 avril, pour annoncer les résultats d'un sondage sur ce que pensent les Français du PS. A la question : *"Estimez-vous qu'il y a aujourd'hui entre le Parti Socialiste et les partis de droite (UDF, RPR) de grandes différences ou pas de différence ?"*, 57 % des personnes intéressées auraient répondu *"peu de différence"*, et seulement 34 % en trouveraient *"une grande"*. De là à en conclure que donc les Français souhaiteraient un gouvernement de coalition du PS avec une partie de la droite, c'est peut-être une autre affaire. Même si, d'après ce sondage, 65 % des électeurs préfèreraient voir, en cas de victoire socialiste aux présidentielles, le PS gouverner avec les centristes qu'avec les communistes, 65 % en comptant les électeurs de droite évidemment !

Mais si les interprétations multiples, que l'on peut toujours donner aux résultats de ce genre de sondage, sont très contestables, ce qui est caractéristique est surtout de voir ce journal très pro-PS tenir à faire apparaître une éventuelle alliance de gouvernement du PS avec les centristes comme le vœu le plus cher des Français. D'autant que le même 2 avril, à la radio et au journal télévisé de midi, c'était Mauroy lui-même qui insistait sur le fait que l'Union de la Gauche c'était fini, puisque le PC n'en voulait plus. Et donc le PS voulait rassembler autour de lui d'autres forces pour gouverner. Suivez mon regard. Surtout mon œil droit.

Ce qui ne veut pas dire pour autant que tous les clins d'œil récents aux politiciens de droite (surtout ceux de l'UDF, devenus pour les besoins de la cause *"centristes"*), vont faire tomber ceux-ci dans les bras du PS. On pouvait voir à la télé, juste après Mauroy, l'un des courtisés, Jacques Barrot, se faire prier en affirmant que si le PS cherchait l'ouverture de son côté, il n'avait qu'à changer, et en particulier rompre ouvertement avec son ancien allié communiste. Et que puisque les Français ont l'air de vouloir du centre, pourquoi ne voteraient-ils pas aux présidentielles pour ce centre ? Après tout, ils ont bien eux aussi leur candidat, ou plus exactement leurs multiples candidats à la candidature. Barre, Léotard, Giscard... et bien d'autres.

Côté PS, c'est pareil : rien ne presse. Et même ce pauvre Delors s'est fait un peu tancer dans son parti pour avoir dit trop crûment qu'il était temps de faire entre droite et gauche un *"armistice idéologique"* pendant cinq ans. Ancien conseiller économique du RPR Chaban-Delmas, avant d'être ministre socialiste de l'Economie, Delors n'a peut-être pas assez le sens des étiquettes, ou tout au moins de l'étiquette du monde politique.

Car, pour l'instant, on n'en est pas encore à former le prochain gouvernement. On n'en est qu'à la préparation des présidentielles. Et chacun aura son cheval dans la course. Les fausses querelles idéologiques ont encore donc leur rôle à jouer : et Mauroy se doit encore de dire que les socialistes ne se rapprochent pas de la droite, mais seulement cherchent à retrouver les hommes de bonne volonté qui s'égarent à droite. Et Barrot se doit de rester Barriste.

Mais dans cette campagne de l'élection présidentielle qui a déjà commencé, même si l'élection n'est que dans un an, la droite invoque un argument : elle détient déjà la majorité parlementaire, il faut lui donner aussi la présidence pour lui permettre de faire ce qu'elle n'a pas eu le temps de faire en deux ans. Le PS a lui aussi besoin de montrer que s'il obtient la présidence, il pourra très bien avoir une majorité gouvernementale. Alors il commence non seulement à faire du pied sous la table à de futurs alliés possibles, mais aussi à préparer l'opinion publique à l'idée que toute une partie de ces politiciens de droite, que l'on connaît pourtant très bien, ne sont pas vraiment à droite. Il est vrai qu'ils ne sont ni plus ni moins à droite qu'un Mitterrand, un Delors ou un Rocard.

Après tout, ce nouveau look du PS a son avantage : avant 1981, avec l'alliance PC-PS, et le rafraîchissement qu'avait permis au vieux Parti Socialiste 25 ans d'opposition, nombre de travailleurs se sont fait des illusions sur ce que pourrait leur apporter un changement de majorité gouvernementale. Le rapprochement actuel du PS et d'une partie de la droite montre au moins de façon plus claire qu'une réélection de Mitterrand ou l'élection d'un Rocard ou d'un Fabius ne serait en rien meilleure, ou même seulement moins mal, pour les travailleurs que l'élection d'un Chirac, d'un Barre ou d'un quelconque Léotard.

Olivier BELIN

FÊTE
de Lutte Ouvrière
SAMEDI 11 AVRIL de 15 h à minuit
Château de Cangé
Saint-Avertin (près de Tours)
Spectacle, musique, jeux, expositions, débats
à 19 h 30 Grand couscous et à partir de 21 h :
soirée antillaise avec "Exotica"

LES "ÉTATS GÉNÉRAUX" DES UNIVERSITÉS

D'un grand mouvement aux petites manœuvres

Les 27, 28 et 29 mars se sont réunis à Saint-Denis, dans la région parisienne, les Etats généraux des Universités regroupant environ un millier de délégués représentant une soixantaine d'universités.

L'idée de ces Etats généraux avait été émise lors des dernières coordinations étudiantes, à l'issue du mouvement de grève étudiant de novembre-décembre derniers, qui avait contraint le gouvernement à retirer son projet de réforme et son ministre Devaquet.

Puis l'UNEF-SE, proche du Parti Communiste avait misé sur cette perspective et précisé le rôle de ces Etats généraux qui devaient selon elle préparer un projet positif de réforme.

Pour l'UNEF - SE qui n'avait joué aucun rôle dans l'initiative du mouvement et bien peu au cours de celui-ci, il s'agissait d'essayer de gagner en audience, de se renforcer et de contrecarrer l'influence gagnée par sa rivale l'UNEF-ID (proche des socialistes). Quant à cette dernière, qui dans un premier temps entendait concrétiser son avantage en se développant comme "syndicat de masse", et qui ne vit en fait pas les masses affluer, elle finit par s'investir aussi dans la préparation de ces Etats généraux, histoire de ne pas laisser les quelques "inorganisés" ou "apolitiques" désireux de prolonger le mouvement aux mains de sa rivale.

Des commissions de travail dites "matière grise" ou autres se sont donc mises en place. On y a joué aux apprentis parlementaires chargés de penser concrètement aux structures, financement, examens et fonctionnement exemplaires d'une université idéale et égalitaire qu'on irait demander à un Monory, ou mieux à un éventuel futur ministre de gauche, de mettre en place.

Car en réalité l'essentiel, dans ces Etats généraux sans peuple, a été bien évidemment la politique. Mais pas la vraie. Pas la lutte des étudiants contre une politique gouvernementale qui leur déplaisait, comme en décembre. Non, la petite guerre d'appareils entre les différentes tendances politiques qui existent dans le monde universitaire de gauche, et dont le grand clivage était, comme hors de l'université, PC contre PS, même si c'était sous l'étiquette UNEF-SE contre UNEF-ID : avec dans chacun des deux grands camps des rivalités secondes. Mais encore une fois une lutte politique qui refusait de s'afficher ouvertement : les uns mettant en avant le travail sérieux et responsable des commissions pour *"une université de qualité"* (UNEF-SE et PCF), les autres se faisant valoir au nom du mouvement de décembre et de *"l'unité"* (UNEF-ID et PS) ; chaque appareil cachant sa politique réelle pour tenter de séduire les isolés, les *"indépendants"* qui pouvaient s'être égarés dans cette assemblée dominée par une majorité de militants politiques.

C'est ainsi qu'à l'assemblée du samedi soir, l'UNEF-ID par la bouche de son président Darriulat, s'est faite la championne de l'unité syndicale ; elle propose à sa rivale, l'UNEF-SE ainsi qu'à la toute petite PPA (Pour un Parti Autogestionnaire) la réunification du syndicat étudiant, pour reconstruire la grande UNEF des années soixante. Sa proposition était d'autant plus facile à faire que tout le monde savait, d'entrée, qu'une telle proposition allait rencontrer l'hostilité de l'UNEF-SE. Toujours est-il que pour appuyer leur proposition, les dirigeants de l'UNEF-ID argumentaient sur l'efficacité qu'avait eu l'unité des étudiants lors du mouvement obtenant le retrait du projet Devaquet, et surtout ils se référaient à l'UNEF qui, dans les années soixante, avait regroupé des milliers d'étudiants au moment de la guerre d'Algérie.

Mais ce que ces mêmes dirigeants étudiants oubliaient soigneusement de dire c'est que si le mouvement étudiant de novembre-décembre a été victorieux, c'était parce que la lutte des centaines de milliers d'étudiants et de lycéens avait pris — malgré les déclarations d'apolitisme — un caractère politique contre un ministre, contre une loi. De même qu'ils oubliaient de dire que l'UNEF des années soixante était devenue une force, une organisation étudiante de masse justement parce qu'elle avait mis de côté les petites revendications corporatistes et la compétition pour la représentation dans les organismes de gestion pour s'engager dans la lutte politique avouée et ouverte contre la guerre d'Algérie, contre la politique coloniale des gouvernements. Et cela, magré les pressions du monde politicien de gauche, en particulier des dirigeants socialistes qui avaient, eux, été les agents directs de la guerre contre le peuple algérien quand ils avaient été au pouvoir.

Les étudiants ont mieux à faire que de s'occuper de savoir comment et à qui répartir les gommes et les crayons dans l'université d'aujourd'hui et de demain. Ceux qui flattent l'apolitisme se moquent d'eux et se servent d'eux pour faire triompher leurs petits intérêts mesquins. La société de demain ne dépend pas du fait que l'université soit gérée de telle ou telle façon, car elle sera toujours l'université de l'argent, si la société reste ce qu'elle est. Par contre la société de demain peut dépendre de ce que les étudiants prennent l'initiative de luttes politiques contre les gouvernements présents et à venir, ou du fait qu'ils se mettent ou non du côté de la classe ouvrière, dans les luttes sociales. Et c'est cela qu'il faut préparer ouvertement clairement, en déjouant les manœuvres hypocrites de tous ceux qui ne rêvent de mouvement de masses que pour s'en servir et les dévoyer, et pour se donner à eux-mêmes une place et un rôle dans la société telle qu'elle est.

Hélène GRILLET

Un redressement du PCF ?

Des six élections cantonales partielles qui se sont déroulées le dimanche 29 mars, le fait marquant a été le bon résultat des candidats du Parti Communiste.

Dans quatre des six cantons concernés, le candidat du PCF effectue une remontée non seulement par rapport aux élections législatives de mars 1986, mais encore par rapport aux cantonales précédentes de 1985.

A Fontenay-sous-Bois, le candidat du PCF obtient 63,5 % des suffrages exprimés, contre 50,4 % aux cantonales de 1985 et 33,3 % aux législatives de 1986.

A Ivry-sur-Seine, il obtient 55,7 % contre 54,5 % en 1985 et 41,6 % en 1986.

A Champigny, le candidat du PCF obtient 46,6 % contre 34,3 % en 1985 et 23,2 % en 1986.

A Cergy, il obtient 18,5 % contre le même score en 1985 et 8,8 % en 1986.

A Fontenay et Champigny, le candidat du PCF obtient même plus de voix qu'en 1985 (respectivement 163 et 354 voix supplémentaires malgré une abstention plus nombreuse. *L'Humanité* en conclut que *"l'abstention a, cette fois, moins touché le Parti Communiste que les autres formations politiques"*. Sans doute. Et c'est le signe qu'une fraction de l'électorat communiste se reconnaît dans un PCF dont le langage au moins est clairement contre l'austérité et pour les luttes, et ne s'était abstenu qu'à cause de ce qui avait lié le PCF au Parti Socialiste et à sa politique.

Il n'y a qu'à Auch, dans le Gers, que le score du candidat du PCF est en recul (8,8 % contre 11,6 % aux précédentes cantonales de 1982).

Enfin, dans le nouveau canton de Dieulouard, le PCF ne présentait pas officiellement de candidat. C'est le "rénovateur" affiché, Alain Amicabile, qui se présentait sans bénéficier du soutien de la fédération de Meurthe-et-Moselle, qu'il avait dirigée avant d'être écarté de ses responsabilités.

Là, les résultats sont moins tranchés ; Alain Amicabile a obtenu 18,7 % des suffrages exprimés. Aux législatives de mars 1986, le candidat du PCF obtenait dans les villes du canton 11,2 %. Mais aux précédentes élections cantonales qui remontent à 1982, le candidat du PCF avait obtenu dans les mêmes villes 33,7 %.

On s'en doute, Amicabile insiste sur le premier résultat (+ 7,5 % par rapport aux législatives de 1986) et le PCF se contente de la comparaison avec les précédentes cantonales (— 15 %) ce qui ne fait porter la comparaison qu'avec des résultats remontant à une période antérieure à l'effondrement électoral du PCF aux élections européennes de 1984 (dans les quatre cantons où le PCF a progressé, les précédentes cantonales datent de 1985, et la comparaison est plus significative).

Gros chômage et "petits boulots"

Depuis le premier avril, "on" peut embaucher un "employé à domicile", et se voir déduites les charges sociales à concurrence de 2 000 francs par mois. "On" peut également déduire jusqu'à 10 000 francs sur son revenu imposable à la prochaine déclaration d'impôts pour le montant du salaire et des charges. Ceci s'applique pour la garde de personnes âgées ou d'handicapés, et pour la garde d'enfants d'enfants en bas âge, pour les parents pouvant justifier d'un "minimum d'activité professionnelle".

C'est une partie du programme de Séguin, le ministre des Affaires sociales, concernant les "petits boulots", qui entre ainsi en application. Le gouvernement prétend de cette façon créer des emplois et décourager "le travail au noir" qui sévit particulièrement dans ce secteur. En plus du coût de ces mesures, qu'il s'est refusé à chiffrer — mais il va bien falloir que quelqu'un paye — le gouvernement a décidé de lancer une campagne publicitaire pour convaincre les utilisateurs de "personnel à domicile" d'y avoir recours. Prix de l'opération publicitaire : 5 millions.

Voilà qui va sans doute faire parler dans les chaumières de Neuilly et du 16e arrondissement. On pourra faire ses comptes pour savoir si c'est intéressant ou pas de déclarer son domestique et, si oui, dans quelle rubrique il faut le classer.

A défaut de donner vraiment du travail à des chômeurs, ça pourrait arranger les statistiques officielles, sait-on jamais. Et puis les jeunes chômeurs ne pourront pas dire que le gouvernement ne s'occupe pas de leur avenir, puisqu'il leur propose, s'ils ne trouvent pas d'emploi dans la production ou la distribution, de devenir larbin dans une maison bourgeoise.

Comme ça, grâce au chômage et au gouvernement, ceux qui disposeront d'un supplément de fric, pourront bientôt avoir leurs pompes cirées et leur saleté ramassée pour pas cher. La société avance à reculons, l'avenir est bouché et... Il est grand temps de tirer la chasse !

L.G.

Un succès électoral relatif mais qu'y a-t-il au bout ?

Le relatif succès du PCF aux élections cantonales partielles du dimanche 29 mars intervient après le succès de la manifestation CGT sur la Sécurité sociale, et tandis que les militants du Parti Communiste montrent sur de nombreux terrains qu'ils sont toujours présents.

Cela incitera peut-être à plus de prudence ceux qui, prenant leurs désirs pour des réalités, estimaient que l'effondrement électoral du PCF, continu depuis les élections européennes de 1984, était le signe de son inévitable disparition prochaine.

Pour les dirigeants du PCF, tout en se défendant d'*"emboucher les trompettes du triomphalisme"*, ces résultats sont le signe infaillible qu'ils sont sur la bonne voie: *"Nous sommes mieux entendus et mieux compris, et il n'y a pas là l'ombre d'un mystère: c'est la politique de fond des communistes qui commence à faire son chemin"*.

Alors, les résultats des dernières cantonales partielles sont peut-être l'annonce d'une remontée électorale du Parti Communiste. Peut-être seulement, car il s'agit là de scrutins non seulement partiels, mais très locaux, et affectés par une forte abstention.

Mais, s'il devait se confirmer que les résultats électoraux du PCF ont cessé de s'effondrer — et le fait pour lui d'être clairement dans l'opposition et d'afficher un langage opposé à l'austérité joue sans doute dans ce sens — cela serait en grande partie à mettre au crédit des militants du Parti Communiste qui, eux, n'ont jamais disparu, du moins pour tous ceux qui n'ont pas chaussé les lunettes roses de la social-démocratie. Ce sont eux que le Parti Communiste a réussi à mobiliser pour la défense de la Sécurité sociale au travers de la CGT, qu'il mobilise dans les entreprises, relativement nombreuses, où il y a eu des mouvements ces derniers mois, pour riposter, avec plus ou moins de succès, aux attaques du patronat. Et c'est le crédit de ces militants qui est susceptible de rejaillir sur les scores électoraux du Parti Communiste, et qui donnera peut-être des voix à Marchais ou à son successeur.

Mais, si c'est bien le cas, est-ce pour autant la preuve que la politique des dirigeants du PCF est la bonne, du moins du point de vue des travailleurs et de tous les militants communistes qui se placent sur ce terrain ? Les résultats électoraux n'ont jamais constitué une preuve de la justesse d'une politique. Sinon, il faudrait reconnaître que le Parti Socialiste a une meilleure politique que le Parti Communiste et la droite une meilleure politique encore...

Où cela mène-t-il les militants du PCF d'obtenir de bons scores électoraux pour leurs dirigeants ? Il n'y a pas si longtemps, cela avait mené le PCF à s'asseoir sur les strapontins ministériels octroyés par le Parti Socialiste. On sait à quelle situation cela a conduit les travailleurs. Les militants avaient ramé, Marchais avait récupéré les voix et les avait refilées à Mitterrand...

Qu'est-ce qui prouve qu'il n'en sera pas de même la prochaine fois ? Rien, et en tout cas pas le discours des dirigeants du PCF, qui ne parlent de luttes qu'en ayant les yeux fixés sur les échéances électorales, qui restent l'aboutissement qu'ils cherchent à donner aux luttes des travailleurs, aux combats des militants communistes.

Ce n'est pas là qu'un raisonnement. C'est Marchais lui-même, à *L'heure de vérité* d'Antenne 2 le 26 février, qui a laissé cette porte ouverte ; parlant du deuxième tour des élections présidentielles, il précisait : *"Nous ne renonçons pas à des alliances avec le Parti Socialiste"* et ajoutait qu'il était *"prêt à conclure des accords", "à condition que ces accords nous permettent d'aller de l'avant dans la solution des problèmes posés" (?)* Et un tract national du PCF tiré de cette émission était encore plus explicite : *"Le Parti Communiste (...) reste disponible pour des accords politiques avec d'autres formations, en particulier le Parti Socialiste. Il a l'ambition de prendre toute sa place à la direction des affaires du pays"*.

Les militants du Parti Communiste se sentent sans doute ragaillardis par leurs récents succès, y compris électoraux. Mais ces succès doivent justement faire réfléchir : oui, il est possible de remonter la pente ; les reculs de la classe ouvrière face aux patrons auront une fin. Mais si le seul aboutissement politique de la mobilisation de la classe ouvrière et de ses militants était électoral, on verrait alors inévitablement se reproduire ce qui s'est passé en 1981. Les militants du PCF auraient alors une nouvelle fois été trompés et, plus grave, les travailleurs qui leur font confiance, avec eux.

Tout le monde, Marchais et la direction du PCF compris, ne sait que parler des échéances électorales quand il est question de combat politique. Mais les travailleurs n'ont pas besoin d'échéances électorales pour contraindre un gouvernement de droite ou socialiste, un président de droite ou socialiste, à reculer devant eux, à modifier leur politique.

Les luttes de la classe ouvrière peuvent réussir là où les élections sont impuissantes — le passé récent le prouve encore. Elles peuvent les conduire bien plus loin que les échéances électorales, elles peuvent les conduire à en finir avec cette société capitaliste, à condition de mener ces luttes jusqu'au bout. Et c'est là vraiment faire de la politique, une politique pour les travailleurs, une politique au bon sens du terme. Mais, là, c'est d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire que la classe ouvrière aura besoin:

Jean-Jacques FRANQUIER

Le numéro 8 de la Lutte de Classe est paru

Au sommaire :

- Pour une politique prolétarienne au Moyen-Orient.
- URSS :
  Comment faire un changement radical sans rien changer de fondamental ?
- Antilles :
  Nationalisme et culture, le problème du créole en Guadeloupe et en Martinique.
- Etats-Unis :
  — Un renouveau du mouvement des droits civiques ?
  — Mouvement noir des années 60 : victoires et occasions manquées.

Prix : 10 F. Envoi contre 12 F en timbres envoyés à LUTTE OUVRIÈRE. BP 233. 75865 PARIS CEDEX 18

INTERNATIONAL

ITALIE

Le PC italien a l'honneur d'une mission... "expiratoire" !

Confier à une membre du Parti Communiste Italien une mission pour déterminer s'il existait encore une majorité gouvernementale : voilà qui a fait l'effet d'une "première" en Italie. Et les dirigeants du Parti Communiste Italien sont peut-être les premiers à avoir du mal à s'en remettre, eux qui semble-t-il ne s'attendaient guère à cela.

Nuance tout de même, si l'Italie est en pleine crise gouvernementale et si le président de la République a confié une mission à Nilde Jotti, dirigeante du PC, présidente de la chambre des députés et ancienne compagne du leader historique du parti Palmiro Togliatti, ce n'était qu'une mission exploratoire — que d'aucuns nomment "expiratoire" et consistant à vérifier que la crise est sans issues — pas celle de former le gouvernement introuvable que les politiciens italiens recherchent mollement depuis un mois. Ce n'est pas encore demain que le Parti Communiste Italien, qui piaffe aux portes du pouvoir depuis tant d'années aura la présidence du Conseil et rien n'indique même, simplement, qu'il aura des ministres.

Mais on a les succès qu'on peut, et la direction du PCI pourra tout de même se vanter d'avoir franchi un pas de plus sur la voie de son intégration au jeu institutionnel, en étant admise à l'honneur discutable de jouer un rôle officiel dans la curieuse alchimie de la crise gouvernementale.

Celle-ci voit camper sur leurs positions respectives les deux principaux alliés de la coalition "pentapartite" qui dirigeait le pays depuis plus de trois ans : le Parti Socialiste, dont le leader Craxi était jusqu'à présent Premier ministre, et la Démocratie Chrétienne. Quelles que soient les divergences affichées et les prétextes invoqués, le seul vrai problème qui les oppose est de savoir qui dirigera le prochain gouvernement : Craxi voudrait bien continuer à le faire, et la Démocratie Chrétienne ne veut plus le laisser. Positions évidemment inconciliables, et c'est pourquoi la crise a de fortes chances de s'éterniser et de déboucher sur des élections anticipées.

Alors, que vient faire le PC dans cette galère ? Eh bien, le Parti Communiste Italien, ce parti qui a 30 % des voix aux élections et qui prétend représenter les intérêts de la population laborieuse, propose en tout et pour tout la constitution d'un gouvernement de "garantie démocratique" dont on ne sait rien, sinon qu'il aurait son soutien. Alors, le président de la République, le démocrate-chrétien Cossiga, a confié à Nilde Jotti ce fameux "mandat exploratoire" pour vérifier si jamais il existait une possibilité de constituer une telle majorité.

Non pas qu'il y ait cru, bien sûr. Mais c'était une façon habile d'envoyer une pierre dans le jardin du socialiste Craxi ; car au fond, celui-ci ne peut faire monter les enchères pour sa participation gouvernementale qu'aussi longtemps que tout le monde est d'accord pour exclure le PC des majorités parlementaires, et donc que l'appoint du PS est indispensable pour en constituer une. En confiant cette mission à Nilde Jotti, Cossiga a d'une part contraint le PS à dire clairement qu'il ne voulait pas d'accord avec le PC, et d'autre part il lui a laissé entendre qu'après tout la Démocratie Chrétienne pourrait bien un jour se passer du PS en passant un accord avec le PC, comme elle l'a fait durant les gouvernements de "solidarité nationale" de 1976 à 1979...

On le voit, la politique italienne a de ces finesses... En attendant, ce n'est pas ça qui fait un gouvernement, et ce n'est pas ça non plus qui donne des ministres au PC. Mais quand on le voit se prêter à cette triste cuisine parlementaire, on se dit qu'au fond, tout comme le PS et la Démocratie Chrétienne, son seul problème est de savoir s'il aura ou non des ministres et que, s'il en avait, ça ferait vraiment une belle jambe aux travailleurs italiens !

André FRYS

SNECMA (Gennevilliers)

L'agitation pour les 1200 F continue

A la SNECMA-Gennevilliers, la préparation de la grève pour les 1200 F avait franchi un palier nouveau le vendredi 28 mars. Ce jour-là des assemblées générales tenues aux Forges et aux Fonderies, à l'appel de la CGT dans le cadre de l'heure syndicale mensuelle, devaient donner l'occasion au Comité d'organisation de la grève des Aubes de poursuivre la discussion avec les travailleurs des autres ateliers. A l'AG du matin, aux Forges, près de 130 travailleurs de la production se réunissaient, dont beaucoup venaient pour écouter leurs camarades des Aubes. Le responsable CGT qui intervint le premier expliqua laborieusement qu'il fallait être réaliste. A aucun moment il ne parla de la revendication des 1200 F mise en avant par les travailleurs des Aubes. L'intervention d'un représentant du Comité d'organisation de la grève, composé de non-syndiqués, syndiqués CGT ou CFDT de délégués de ces 2 syndicats, sur le bilan et les objectifs du mouvement fut chaleureusement applaudie. Il faut dire que la présence de 50 travailleurs des Aubes qui avaient spécialement débrayé pour participer à cette AG avait enthousiasmé l'assemblée. Un autre représentant du COG fut à son tour très applaudi lorsqu'il lança : *"Je n'ai ni étiquette politique ou syndicale mais je suis du Comité d'organisation de la grève, je suis pour engager un combat même dur sous l'égide du Comité"*.

Aux Fonderies où l'influence du Comité est moins forte, les travailleurs se prononcent lors d'une AG, d'ailleurs assez confuse, pour les propositions de la CGT. La direction de la CGT depuis le début du mouvement essaie de mobiliser les travailleurs sur des revendications hiérarchisées (7 % d'augmentation générale et 2,2 % d'augmentation pour les promotions individuelles). Elle parle de "grève de la population", de la "grève des bons", espèce de grève du zèle déjà expérimentée en 1979 sans aucun résultat.

Le soir, à l'AG-CGT des Forges, ce sont plus de 80 travailleurs qui sont présents. Le COG des Aubes est représenté par 7 de ses membres. Là encore la majorité des présents sont venus pour écouter les travailleurs des Aubes. D'ailleurs l'essentiel de la discussion tournera autour des problèmes d'organisation. Un responsable CGT est pris à partie lorsqu'il affirme : *"La CGT fera son boulot. Les travailleurs peuvent compter sur les élus de la CGT. C'est grâce à la CGT que ça monte. Les travailleurs n'ont pas besoin d'un comité. La CGT remplira pleinement son rôle"*. Un travailleur des FAN explose : *"Moi j'en ai plein le cul. Je ne suis pas là pour entendre de la propagande de la CGT. Je suis venu pour écouter les camarades des Aubes. Jusqu'à présent la CGT a passé sous silence la revendication des 1200 F. C'est les Aubes qui ont lancé le mouvement, qui ont structuré l'action. Sur le dernier tract CGT que j'ai lu, il y a quatre lignes sur les Aubes et tout le reste : de la pub pour la CGT. Moi, je suis pour qu'on étende le Comité d'organisation à tous les secteurs !"*

A l'issue de cette réunion, 12 travailleurs des Forges prennent contact avec le COG des Aubes et se disent prêts à mettre en place leur propre comité.

Après plus de quatre semaines de préparation à la grève pour les 1200 F, quasiment toute l'usine est au courant des propositions et du mode d'organisation des travailleurs des Aubes. Partout l'accueil est favorable. Même les hésitants, ceux qui jusqu'à présent refusent de participer aux débrayages traditionnels, s'interrogent sincèrement : *"Si c'est vraiment le Comité qui dirige, je suis partant"*.

Mais de nombreux travailleurs font dépendre leur engagement des propres initiatives des Aubes. Un sentiment résume cet état d'esprit : *"Si les Aubes bougent, je m'y mets aussi !"*

Les Aubes, et c'est normal, deviennent le point de mire de l'usine.

Mercredi 1er avril, à l'AG des Aubes, plus de 100 travailleurs, essentiellement de l'équipe du matin, se retrouvent pour faire le point sur le mouvement. Les responsables de la CGT interviennent à plusieurs reprises d'une façon défaitiste pour expliquer qu'aucune décision ne peut être prise vu le nombre de travailleurs présents. Un représentant du COG explique qu'il faudra bien à un moment ou à un autre se lancer dans la grève, que seule la grève peut faire fléchir la direction. Mais le sentiment général, c'est qu'il faut attendre le lendemain jeudi 2, l'assemblée générale des travailleurs de toute l'usine pour décider si le moment est maintenant arrivé de commencer la grève.

A ce stade du mouvement, tout va dépendre maintenant de cette AG de jeudi, de la capacité des plus combatifs à entraîner les plus hésitants.

Correspondant LO

SÉCURITÉ SOCIALE

• CRAMIF (Paris)

Grève du standard

A deux stations de métro de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Travailleurs Salariés (CNAVTS), les standardistes de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France (CRAMIF), soit une trentaine d'employés, se sont mis en grève le lundi 30 mars après le refus de la direction de leur donner la même augmentation qu'à la CNAVTS. Rappelons qu'il y a plus de 8 jours, la direction de la Caisse Vieillesse avait lâché une augmentation d'environ 400 F aux standardistes qui menaçaient de se mettre en grève.

Du coup ce sont ceux de la CRAMIF, reliés par téléphone bien sûr à ceux de la CNAVTS, qui ont commencé la grève pour obtenir la parité.

Sitôt la grève commencée, on a eu droit à une descente du directeur en furie au standard pour hurler au sabotage. Puis ce fut la déconnection de l'autocommutateur pour transférer les appels sur les gardiens puis les hôtesses. Ceux-ci ont fait savoir successivement qu'ils refusaient. Comment quelques employés auraient-ils d'ailleurs pu prendre les quelque 4000 communications qui arrivent quotidiennement à la CRAMIF ?

Les standardistes du Centre de rééducation neurologique et fonctionnelle de Coubert en Seine-et-Marne qui dépendent de la CRAMIF se sont également mis en grève. Le lendemain, la direction locale profitant de l'isolement géographique de ces grévistes imposait une permanence à deux d'entre eux sous la menace d'une réquisition !

Le directeur reconnaît un jour que les salaires du standard sont particulièrement bas (ils varient de 4000 à 5300 F nets) mais dit le lendemain que renseignements pris on ne peut rien faire. Ce qui a de quoi mettre tout le monde en colère : *"On ne réclame pas la charité mais d'être payés pour notre travail"* a rétorqué *une gréviste*.

Dans le reste de la CRAMIF cela discute beaucoup des salaires.

C'est la grève du standard et de la Caisse Vieillesse qui a fait rebondir les discussions.

Bref en ce moment, à la CRAMIF il y a un peu de répondant... sauf au téléphone bien sûr !

Correspondant LO

• Caisse Nationale Vieillesse (Paris 19e)

Après l'accueil, les liquidateurs en grève

Les grilles de la Caisse Nationale Vieillesse sont restées fermées quinze jours, les agents d'accueil étant en grève. Mercredi 1er avril, ils ont décidé d'arrêter leur grève. Ils réclamaient que leurs augmentations d'indice, donc de salaires, soient automatiques et beaucoup plus rapides qu'actuellement. La direction n'a lâché que quelques bricoles, pour l'avenir...

Mais la grève de l'Accueil a fait des émules : en effet les liquidateurs (c'est-à-dire les employés qui traitent les dossiers de tous ceux qui partent en retraite) se sont mis en grève lundi et mardi, et ont voté la grève pour jeudi. Les grévistes réclament 15 points supplémentaires, c'est-à-dire environ 600 francs, et des effectifs supplémentaires pour faire face à la surcharge insupportable de travail. Il faudrait, au minimum, rétablir immédiatement tous les emplois supprimés dans ces secteurs.

Lundi et mardi, aux assemblées générales, il y avait plus de 300 personnes. Car en plus des liquidateurs de la CNAV-Flandre, il y avait les liquidateurs des Antennes, c'est-à-dire des 4 autres centres de la région parisienne. Ils sont également en grève, viennent aux assemblées générales à Flandre. Et les contrôleurs (c'est-à-dire ceux qui vérifient les dossiers traités par les liquidateurs) s'y sont mis également. Depuis plusieurs mois, ces secteurs, comme l'Accueil, croûlent sous la surcharge de travail. Les suppressions de postes, les départs non remplacés se font cruellement sentir. En plus, la mensualisation des pensions, mise en place depuis le début de l'année, a multiplié les problèmes... et le travail. Ce n'est plus de la surcharge, c'est du blocage. La direction a toujours essayé de nous faire croire que les effectifs étaient suffisants. Il n'y avait qu'à regarder "ses" chiffres. Eh bien, les grévistes ne sont plus d'accord avec cette logique qui voudrait nous faire travailler toujours plus, pour toujours moins d'argent.

Correspondant L.O.

RENAULT (Billancourt)

La Régie va mieux... elle annonce 1310 sureffectifs

Au moment où la direction annonce que les pertes de la Régie ont diminué de 50% en 1986, et qu'en 1987 la Régie pourrait être bénéficiaire, elle n'a pas du tout le même genre de chanson à Billancourt.

Pour la direction, il y a 1310 personnes en sureffectif en mars 1987 à l'Usine de Billancourt (l'UB, c'est-à-dire tous les secteurs de production de Billancourt pour l'Express, car la R4 est arrêtée depuis le 5 mars 1987). Sur les 1310 sureffectifs de la direction, il y a 1084 OS-P1-P2-P3, en fait des travailleurs liés directement à la production, 218 mensuels et agents de maîtrise et... 8 cadres !

La direction informe que sur les 1310 travailleurs touchés, 200 pourraient partir en FNE, 500 pourraient trouver un autre poste par mutation dans une autre usine du groupe. Pour les 600 autres, ils se verraient proposer une aide au départ, ONI, mais surtout ce qui les attend, c'est le congé conversion, c'est-à-dire le licenciement.

Dans les secteurs les plus touchés, l'Ile Seguin, département 49, département 70, les travailleurs ne sont pas trop surpris de l'annonce, la direction avait déjà plus ou moins prévenu certains travailleurs qu'ils se devaient d'être "mobiles" parce qu'ils étaient "excédentaires". Mais pour l'instant sur les chaînes, aux ateliers de fabrication, les travailleurs ne voient pas comment s'opposer efficacement à cette nouvelle vague de licenciements que met en place la direction.

Quant aux syndicats, ils refusent bien sûr ces licenciements, mais leurs arguments tournent toujours autour des solutions dites nationales : *"Une autre politique pour la Régie est possible"*. Côté action, c'est toujours le vide ou presque. La CGT a certes appelé les travailleurs à réagir en général. Concrètement elle a appelé pour le mardi 31 mars *"l'ensemble des salariés à arrêter le travail et à se rassembler Place Nationale, à partir de 10 heures"* mais c'était pour... participer à la manifestation dans les rues de Nanterre, pour les libertés, pour nos droits, prévue depuis longtemps, sur le département des Hauts-de-Seine, avec une petite sauce au goût de Billancourt.

Cet arrêt de travail n'a pas été suivi. Seules 200 personnes environ (4 cars) sont parties pour Nanterre. D'ailleurs, des militants de la CGT n'y croyaient pas du tout, certains ont même dit que ceux qui n'étaient pas délégués pouvaient prendre un bon de sortie pour aller à la manifestation.

En fait, la riposte ouvrière à Billancourt, elle est toujours à venir. Seul un sérieux coup de colère des travailleurs pourrait empêcher la direction de réaliser son plan dit de redressement.

ESPAGNE

Le "procès du colza" à Madrid : C'est le capitalisme qui empoisonne l'humanité

Lundi 30 mars, à Madrid, s'est ouvert le procès dit "du colza". Quarante personnes sont accusées d'avoir vendu de l'huile de colza dénaturée en guise d'huile d'olive, tuant à partir de mai 1981 au moins 386 personnes et intoxiquant plus de 24.000 consommateurs.

C'est un procès-fleuve, prévu pour durer cinq mois, qui doit mobiliser des dizaines d'avocats, des centaines d'experts et des milliers de témoins, mais dans lequel ne sont finalement accusés que des comparses, des petits patrons d'affaires familiales, des revendeurs à la sauvette et des chimistes.

Les faits commencent le 1er mai 1981 à Madrid. Ce jour-là, un jeune garçon est hospitalisé d'urgence et meurt en quelques heures sans que l'on sache de quoi. En quelques jours, ce sont des centaines de gens, souffrant des mêmes symptômes, qui sont hospitalisés et on déplore déjà plusieurs morts inexpliquées, des victimes du mystérieux "syndrome toxique". Tandis qu'elles se multiplient, la panique s'installe. On parle d'épidémie. On massacre chiens, chats et oiseaux soupçonnés d'être les propagateurs de "la maladie". Les gens, croyant que le mal est contagieux, fuient les malades comme des pestiférés. Ce n'est qu'aux environs de la mi-juin, alors qu'on dénombre déjà 2.900 cas et 23 décès, qu'une équipe médicale établit que les personnes contaminées avaient toutes absorbé dans les jours précédents un même produit : de l'huile de colza vendue en bidon de cinq litres, à domicile, par des revendeurs à la sauvette.

Cette huile est dénaturée. Destinée à des usages industriels, elle a été vendue, après traitement lui donnant l'apparence d'huile d'olive, par des sociétés qui connaissaient toutes l'origine de cette huile frelatée. Et tout le long de la Nationale 4, de Madrid aux provinces de Valladolid et de Leon, des centaines de litres ont été vendus, semant la mort dans les villages et les faubourgs, décimant parfois des familles entières. Près de 25.000 personnes sont ainsi intoxiquées. Pendant un an, les décès atteignent une cadence de 10 à 11 morts par semaine et il y a des milliers d'autres, pour toujours condamnés à souffrir d'anémies, de paralysie, de cécité, de troubles psychologiques. 4.000 personnes sont aujourd'hui encore en traitement psychothérapique. 800 enfants sont handicapés à vie.

Mais pour prendre les premières mesures, pour ordonner la récupération des bidons d'huile suspects, le gouvernement attendra le 30 juin. Et ce n'est qu'en septembre que les parlementaires, revenus tranquillement de leurs vacances, adopteront un plan d'aide aux victimes. Devant cette catastrophe qui touche surtout les milieux populaires — les victimes sont essentiellement d'origine modeste —, le seul membre du gouvernement à rompre le silence fut le ministre de la Santé pour qui l'épidémie était due à un *"bichito"*, à une "petite bestiole" ! Il a fallu que les victimes s'organisent, se rassemblent en associations et en comités de victimes du "syndrome toxique", manifestent dans la rue et dénoncent la passivité, voire la complicité gouvernementale.

Cette affaire dérange beaucoup de monde en Espagne. Car ce trafic n'a pas pu se faire sans de multiples complicités passives ou actives. En effet — un exemple entre autres — comment les douanes espagnoles ont-elles laissé entrer le produit incriminé sans que les noms des entreprises importatrices figurent sur les bordereaux de douane ? Les documents officiels concernant l'importation de l'huile ont été falsifiés.

En haut lieu, on aurait aimé étouffer l'affaire. Mais il y a eu trop de morts et trop de colère. Néanmoins, les moyens de prévention, de recherche médicale et scientifique, ont été mobilisés avec retard. Aujourd'hui encore, la Sécurité sociale espagnole n'a toujours pas mis sur pied son programme d'étude du "syndrome toxique". Ces retards et le faible budget débloqué par l'Etat n'ont pu permettre d'identifier exactement la cause de ce "syndrome toxique".

Du coup, du côté de la défense, on vient même prétendre que si la preuve est faite qu'on a vendu de l'huile impropre à la consommation humaine, rien ne prouve irréfutablement le lien direct entre l'huile trafiquée et les milliers de victimes empoisonnées !

Aujourd'hui, après six longues années de procédure, il y a certes un procès, à grand spectacle, pour tenter de calmer la légitime colère de milliers de gens indignés et meurtris à jamais.

Alors on condamnera peut être une poignée de petits profiteurs sans scrupules, assassins aussi avides qu'imbéciles. Mais justice ne sera pas faite pour autant. Car si en Espagne on vend de l'huile frelatée, en Autriche, en Allemagne, en Italie ou en France du vin trafiqué c'est parce que l'absence de scrupules est monnaie courante chez ceux qui, faisant profit de la production et de la commercialisation des produits alimentaires, ont le goût du risque pour la peau des pauvres — ça bien entendu ce ne sont pas les riches qui en Espagne achètent leur huile en vrac, à bon marché !

Annick JALERIA

JAPON

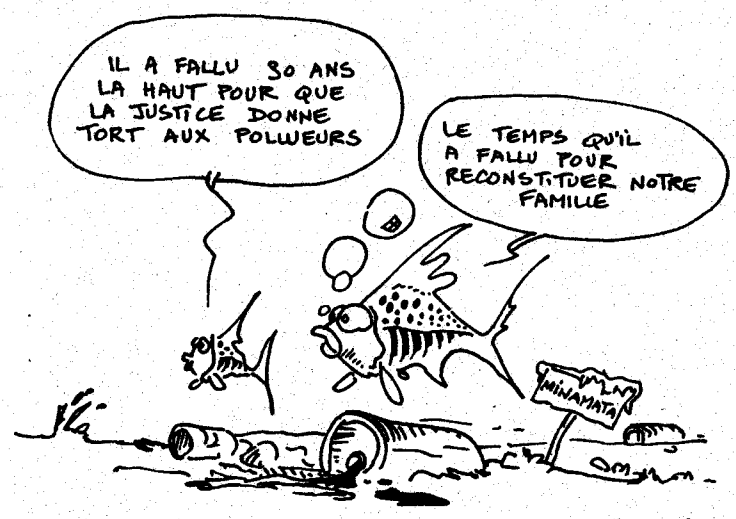
La maladie de Minamata : Trente ans pour juger les responsables

Le tribunal de Kumamoto vient de condamner, après sept ans de procédure, l'industrie chimique Chisso Corp. ainsi que le gouvernement japonais à verser 664 millions de yens (soit 30 millions de francs) à 110 des milliers de victimes de ce qu'on a appelé "la maladie de Minamata".

C'est, il y a près de trente ans maintenant, en 1956, qu'à Minamata, petit port de pêche de l'île de Kyushu au Japon, apparaissaient les premières victimes de cette maladie : des habitants voyaient leurs membres se recroqueviller, souffraient de spasmes et de terribles douleurs. La cause ne manqua pas d'être vite établie : la maladie était due à la consommation régulière de poissons contaminés par le mercure que déversait dans la Mer Jaune l'usine chimique de Chisso.

Cela ne suffit pourtant pas à mettre un terme aux méthodes de la Chisso. Tout en continuant à déverser du mercure dans la mer, elle augmenta même sa production et par conséquent la pollution, dans les dix années qui suivirent.

Les victimes se comptent par milliers : 100 000 personnes furent touchées, dont la moitié



gravement. Et aujourd'hui, le bilan est lourd : 778 morts et 2.158 personnes souffrent de troubles irréversibles.

Quant au gouvernement japonais, ce n'est que vingt ans plus tard, en 1976, qu'il mit en œuvre quelques lois antipollution, et cela suite à la vague de protestations commencée à la fin des années 1960.

C'est dire que pendant au moins vingt ans, la Chisso, en toute connaissance de cause, et avec la bienveillance du gouvernement, n'hésita pas à faire des milliers de victimes, pour ses sacro-saints profits.

Aujourd'hui elle défend la thèse de l'accident, tout comme le gouvernement qui, lui, évoque même l'ignorance des effets du mercure sur les poissons !

L'affaire de Minamata n'est malheureusement pas le seul cas de pollution industrielle meurtrière au Japon, ni dans le monde d'ailleurs, comme l'a rappelé dernièrement Bohpal par exemple.

Et toujours, il faut des années et des années de procédure pour que l'affaire soit jugée. Et encore au Japon, par exemple, au bout de vingt ans de plaintes des victimes d'un des grands de l'industrie nippone, la Kanegafuchi Chemical, responsable de 14.000 empoisonnements et 124 morts par pollution d'une huile de table, celle-ci a obtenu le retrait des plaintes en versant deux milliards de yens aux victimes.

Gamins à vendre...

Aux Etats-Unis, le 6 février 1985, un contrat en bonne et due forme était signé entre Mary Whitehead et les époux Stern, William et Betsy, sous les auspices d'Infertility Center, un centre spécialisé dans les questions d'insémination artificielle. Le contrat stipulait que, moyennant une indemnité de 10.000 dollars (60.000 F), Mary Whitehead acceptait d'être fécondée par le sperme de William Stern et de remettre aux époux Stern l'enfant qu'elle aurait mis au monde.

Le bébé, la petite Melissa, est né le 27 mars 1986. Mais, aussitôt, Mary Whitehead refusait de le donner : *"Lorsque j'ai vu le bébé, j'ai oublié le contrat. J'ai compris que cet enfant était le mien"*, a-t-elle déclaré au procès qui a suivi.

C'est ce procès qui vient de s'achever : le tribunal d'Hockensack, dans le New Jersey, a décidé, le 31 mars dernier, que la petite Melissa serait l'enfant des époux Stern... Au pays du capitalisme triomphant, il ne sera pas dit que les termes d'un contrat commercial ne seront pas respectés !

Le procès a été l'occasion d'un déballage scabreux. On a reproché aux Whitehead leur "instabilité" déduite du fait qu'ils ont déménagé neuf fois en treize ans, les problèmes d'alcoolisme passés du mari de Mary Whitehead. Et, surtout, leur manque de moyens... Mary Whitehead est femme de ménage et son mari éboueur. A l'opposé, William Stern est biochimiste, et sa femme pédiatre, et ils ont de très gros moyens financiers... Les juges américains ont donc découvert qu'il vaut mieux être un gosse de riches qu'un gosse de pauvres...

Dans ce genre d'histoires, on ne sait plus trop ce qui est le plus consternant : d'une justice bornée pour qui fric et respect d'un contrat priment sur tout, de riches qui s'imaginent que tout peut s'acheter ou d'une société dans laquelle la location de son ventre peut devenir un gagne-pain !

YOUGOSLAVIE

Après les grèves, le gouvernement découvre la marche arrière

Le quotidien yougoslave *Politika* du 31 mars, illustrait, d'un levier de vitesses avec la marche arrière bien indiquée, un article annonçant le report officiel de toute une série de hausses des prix. Le même jour, le Parlement yougoslave votait de nombreux amendements annulant partiellement le blocage des salaires décidé pourtant un mois auparavant. Toujours ce 31 mars, les banquiers occidentaux du Club de Paris, réunis, décidaient d'accorder un délai supplémentaire au gouvernement yougoslave pour le remboursement de ses emprunts internationaux.

"L'idée de geler les salaires est une idée idiote. Beaucoup de gens raisonnables vont dire que cette loi n'est pas bonne". Eh oui, beaucoup de gens sont devenus "raisonnables", tel ce vice-ministre yougoslave cité par *Le Monde* du 29 mars, après la vague de grèves qui vient de secouer le pays ! Parce que, depuis 1984, les gouvernants locaux ne se faisaient guère prier pour appliquer la politique d'austérité que leur dictaient les banquiers occidentaux, par Fonds Monétaire International (FMI) interposé. Cette politique d'austérité visait à diminuer la consommation de la population, pour que le pays exporte plus et soit donc mieux à même de combler les appétits des banquiers.

Récemment encore, ces banquiers du Club de Paris se félicitaient de la docilité d'un gouvernement qui réglait ses dettes "rubis sur l'ongle". L'an dernier, par exemple, le tiers des exportations avait disparu dans le gouffre des remboursements. Mais ce n'était encore pas assez, même si la Yougoslavie a déjà remboursé près de 30 milliards de dollars (c'est-à-dire bien plus qu'une dette estimée à 20 milliards environ en 1981), les banquiers lui réclament encore près de 20 milliards de dollars. Alors, le FMI a fait pression pour que, malgré une inflation de 130 % par an, le gouvernement non seulement bloque les salaires mais augmente encore les rares prix qui n'avaient pas été libérés.

Le résultat est connu : le 27 février dernier, les autorités décidaient de geler les salaires à leur niveau de septembre 1986... et dans les jours qui suivaient, des grèves éclataient un peu partout. Officiellement, il y aurait eu 134 "arrêts de travail" (les autorités refusent le mot "grève" car il n'existe pas... dans la Constitution, ce qui n'empêche pas un responsable syndical cité par *L'Humanité* d'avoir recensé plus de 800 grèves l'an dernier !) ; mais, apparemment, bien plus.

D'une certaine façon, le gouvernement yougoslave et le FMI ne laissaient d'ailleurs pas d'autre issue aux travailleurs que la grève : dans ce pays où le salaire est si faible que près de 40 % des travailleurs ont un double emploi, non seulement on bloquait les salaires au niveau de la mi-1986 mais on demandait aux salariés de rembourser le "trop perçu" si leur paye avait augmenté depuis lors ! Cité par *Le Monde* du 25 mars, un ouvrier d'une usine métallurgique de Zagreb, la capitale d'une des plus riches régions du pays, la Croatie raconte : *"Le vendredi 13 mars, nous avons reçu nos bulletins de paye. Personne n'y croyait. Moi, en février, j'avais touché 20 millions de dinars anciens* (environ 2.200 F). *Eh bien, je n'avais plus que 12 millions* (1.320 F), *alors que je dépense au moins 15 millions pour manger et 5 millions pour le loyer et l'électricité (...). Alors, quand nous avons vu ce que nous allions gagner, une bonne partie de l'entreprise a arrêté le travail"*.

Alors, bien sûr, ce n'est que partie remise car si le gouvernement et le FMI ont reculé, ils n'ont pas cédé. Depuis plusieurs mois, les autorités ne se faisaient d'ailleurs guère d'illusions, dès novembre 1985, le président de la Fédération avait annoncé un *"tournant désormais inévitable"* vers *"une meilleure organisation et une plus grande productivité"* ou, pour parler en termes moins "autogestionnaires", vers une plus grande exploitation... avec, comme il reconnaissait d'ailleurs le craindre, un grave risque de troubles sociaux. Depuis plusieurs mois, à en croire même la presse yougoslave, certains organismes spécialement mis en place par l'armée et la police se préparaient à de tels "risques" : *"Leur activité principale,* disait l'hebdomadaire *Nin* en octobre dernier, *est la chasse aux animateurs des grèves"*. Et de fait, rien que depuis le début de cette année, selon des chiffres officiels, 30.000 salariés environ auraient participé à des grèves.

Mais c'est une chose d'évoquer les "risques" de troubles dans les congrès du parti au pouvoir, et c'en est une autre d'affronter ces "risques" quand ils deviennent réels et qu'une série de mesures gouvernementales risque de jeter dans la grève des centaines de milliers, voire des millions de travailleurs. Jusqu'à présent, le gouvernement yougoslave n'a pas eu à affronter "sa" classe ouvrière ; parce que les événements ne l'y avaient pas encore contraint — comme le fait aujourd'hui le FMI — mais aussi parce que dans ce pays pauvre, tiraillé entre des républiques ayant leur propre appareil gouvernemental rival des autres, le gouvernement fédéral se sait faible. Certes, durant ces grèves, on a presque tout de suite vu les autorités militaires centrales se faire menaçantes. Mais on a aussi vu comment ce gouvernement risquait d'unifier la classe ouvrière, d'un bout à l'autre du pays, dans la lutte contre ses mesures — et ceci malgré les antagonismes locaux auxquels habituellement le régime trouve son compte car ils divisent la population.

Pierre LAFFITTE

POLOGNE

Le pouvoir augmente les prix : pas de rideau de fer pour le FMI

En Pologne, une vague de hausses de prix — 30 % en moyenne — devait intervenir au début de la semaine passée. 51,5 % pour le charbon, 50 % pour le chauffage et l'eau chaude, 25 % pour l'essence (toujours rationnée), 25 % pour le beurre, 18 % pour la farine, et jusqu'à 100 % pour les tarifs postaux.

Ces hausses font partie du plan d'austérité préconisé par le Fonds Monétaire International (FMI), l'organe qui du Brésil à Haïti, du Portugal à la Tunisie, impose, dans le monde entier, des restrictions aux classes les plus pauvres, pour faire rentrer dans les coffres-forts des banques auprès desquelles ces pays sont endettés, sinon l'argent de la dette, du moins ses intérêts.

La Pologne, qui a rejoint le FMI en 1986, a 33,5 milliards de dollars de dettes auprès des banques occidentales. Une discussion doit prochainement avoir lieu avec le FMI pour l'octroi de nouveaux crédits, et les dirigeants polonais veulent faire preuve de bonne volonté et montrer leur capacité à pressurer les travailleurs de leur pays.

Ce sont des augmentations brutales de prix qui ont provoqué les précédentes révoltes ouvrières en Pologne. Le pouvoir, malgré la dictature de Jaruzelsky, craint la classe ouvrière. Il ne peut guère compter sur l'aspiration des dirigeants de Solidarité à conserver le "modus vivendi" établi depuis la libération des prisonniers politiques, en septembre dernier, et leur aspiration à s'intégrer légalement à la société polonaise pour limiter les réactions de la classe ouvrière.

Solidarité, par la voix de Walesa, a fait connaître son opposition aux hausses, mais bien que ne s'étant pas pressé de prendre une initiative pour organiser une riposte, Solidarité a fini par annoncer la préparation d'une grève pour une date indéterminée. Les dirigeants de Solidarité, qui voyaient venir cette nouvelle vague d'austérité, avaient fait savoir qu'ils étaient prêts à faire accepter de nouvelles restrictions à la classe ouvrière s'ils obtenaient en échange ce que, eux, appellent une démocratisation de la société, c'est-à-dire une participation de Solidarité aux décisions et à la gestion de l'économie. Ils avaient revendiqué de pouvoir participer au redressement économique du pays et avaient offert leur collaboration au pouvoir pour sortir de la crise.

Jaruzelsky n'est pas allé au-delà de la libération des prisonniers politiques et Solidarité ne peut pas, au moment où la classe ouvrière est durement frappée, se désolidariser d'elle sans risquer de tout perdre. L'Eglise polonaise dénonce elle aussi la hausse des prix. Mais en des termes qui montrent qu'elle n'y est pas fondamentalement opposée : *"Les hausses des prix ont depuis des années été les seules armes du pouvoir contre la crise et elles n'ont produit aucun résultat tangible"*. Et l'Eglise reproche à Jaruzelsky de *"ne pas jouir de la confiance de la population"* nécessaire pour rendre les Polonais *"prêts à des privations et un travail accru"*.

Mais ni l'Eglise, ni Solidarité ne sont maîtres de ce qui va se passer. Ce sont les réactions des travailleurs eux-mêmes qui seront déterminantes. Elles peuvent amener ceux qui veulent pouvoir continuer à se réclamer de la classe ouvrière à durcir leur attitude vis-à-vis de ce pouvoir qui édicte les hausses, et elles peuvent même amener Jaruzelsky à reculer. Le gouvernement yougoslave ne vient-il pas de faire machine arrière devant une vague de grèves ?

Pour faire payer aux travailleurs les frais de la crise, la sainte alliance des banques occidentales, de la dictature de Jaruzelsky appuyé par la bureaucratie russe, et de l'Eglise n'a pas encore gagné en Pologne.

Louis GUILBERT

GRÈCE

Quand Papandréou pour faire oublie

Durant un jour ou deux, la guerre entre la Grèce et la Turquie vient d'avoir lieu. Du moins la guerre des communiqués. Le gouvernement grec ayant annoncé son intention de rechercher du pétrole dans une zone de la mer Egée non loin de la Turquie, le gouvernement turc avait répliqué qu'il enverrait un navire prospecter dans une zone revendiquée par la Grèce, qui avait menacé alors la Turquie de guerre. Bref, tout à coup, les recherches pétrolières semblaient être stimulées par la concurrence. Peu importe si le navire grec devait prospecter en fait pour le compte d'une compagnie pétrolière à

Manifestation ouvrière contre la politique d'austérité de Papandréou en février dernier. (AFP)

ESPAGNE

Les mouvements se multiplient dans la classe ouvrière

En Espagne, après les lycéens du secondaire qui, au terme de deux mois de grèves et de manifestations, ont fait reculer partiellement le gouvernement du soi-disant socialiste Felipe Gonzalez, après les paysans parmi lesquels le calme n'est d'ailleurs pas vraiment revenu, ce sont les travailleurs de différents secteurs et différentes régions qui manifestent leur mécontentement — voire leur colère — par des grèves et des manifestations ; et cela depuis maintenant plusieurs semaines, contre la politique d'austérité gouvernementale.

Manifestation à Cangas del Marcea dans les Asturies en soutien aux mineurs qui occupent les mines d'anthracite (le 12 mars).

Les Commissions Ouvrières notamment, stimulées sans doute par un relatif succès aux élections professionnelles, semblent multiplier les initiatives.

Le jeudi 12 mars, elles appelaient à une journée d'action à l'échelle nationale qui devait prendre la forme d'une grève générale aux Asturies, région particulièrement touchée par les restructurations et où les Commissions Ouvrières sont fortes. La grève fut suivie aux Asturies et jalonnée de manifestations et de heurts parfois violents entre ouvriers et forces de police. Et le 24 mars, un peu plus d'une semaine plus tard, les mêmes Commissions Ouvrières appelaient à une nouvelle grève générale dans les mêmes Asturies. Grève qui fut à nouveau largement suivie et qui toucha aussi d'autres villes industrielles du pays où, là encore, les manifestants ouvriers tinrent parfois tête aux forces de police, les obligeant un temps à reculer.

Par ailleurs, les Commissions Ouvrières ne limitent pas leur agitation aux problèmes liés aux licenciements. Dans les semaines et les mois qui viennent vont avoir lieu les traditionnelles négociations des contrats collectifs fixant les augmentations salariales. Cette année, le gouvernement a demandé que ces hausses ne dépassent pas les cinq pour cent. Les Commissions Ouvrières ont immédiatement fait campagne pour de plus fortes augmentations, et les patrons semblent d'ailleurs prêts à les accorder dans certains secteurs. Les Commissions Ouvrières ont ainsi lancé, dans les transports ferroviaires et aériens, des appels à des débrayages et des grèves qui ont été largement suivis. Si bien que l'autre centrale syndicale, l'UGT, liée au Parti Socialiste, le PSOE, a fini par emboîter le pas, se désolidarisant, en paroles du moins, du gouvernement.

De nouvelles journées d'actions sont organisées dans les jours à venir tantôt à l'appel des seules Commissions Ouvrières, tantôt à l'appel conjoint des Commissions et de l'UGT.

L'existence de ces mouvements, la réactivité de nombreux secteurs de la classe ouvrière, le fait qu'il y ait parallèlement des mouvements d'enseignants, de médecins, d'employés de services de santé et à nouveau d'étudiants montrent qu'il existe peut-être en Espagne une situation favorable à l'organisation de luttes d'ensemble de la classe ouvrière. Et l'un des problèmes est sans doute que même si, jusqu'à présent, les Commissions Ouvrières se disent partisanes de mouvements généraux — elles ont parlé de grève générale puis, après en avoir abandonné l'idée, en reparlent à nouveau —, il est certain que la classe ouvrière ne peut pas compter sur leurs dirigeants pour organiser une telle offensive.

Les dirigeants des Commissions Ouvrières, les Camacho et autres, quelle que soit la branche de l'ancien Parti Communiste à laquelle ils appartiennent, sont sans doute prêts à redorer le blason de leur PC, mais ils sont bien trop rompus aux calculs politiciens pour qu'on puisse croire qu'ils agiront en fonction des intérêts des travailleurs. Ils ont bien trop montré dans un passé récent qu'ils étaient prêts à troquer les intérêts de la classe ouvrière contre une mini-place dans la société pour qu'on leur fasse confiance. Car c'est eux qui, il y a dix ans, ont cautionné les premiers pactes anti-ouvriers dans l'espoir d'être légalisés et reconnus, laissant totalement désarmés et déçus les dizaines de milliers de militants, et les travailleurs plus nombreux encore qui, au lendemain de la mort de Franco, affluaient vers les syndicats. Quant à l'UGT, dirigée par Nicolas Redondo, dont les résultats aux dernières élections ont montré qu'elle était en recul dans les plus grandes entreprises, elle ne prend le train en marche — et à reculons, il faut bien le dire — que pour ne pas risquer de perdre davantage de positions.

Alors reste la capacité de lutter et de s'organiser des travailleurs espagnols. Mais restent aussi les militants ouvriers sincèrement dévoués à leur classe et qui militent dans son sein depuis des années. Beaucoup d'entre eux, qui ont contribué à maintenir un mouvement ouvrier organisé du temps de Franco, ont été déçus par l'après-franquisme, déçus par la politique des dirigeants du Parti Communiste et du Parti Socialiste. Mais ils ont une expérience et des traditions qui seront aujourd'hui utiles à la classe ouvrière espagnole.

Alors, bien sûr, nous ne pouvons pas savoir sur quoi peut déboucher l'actuel mécontentement outre-Pyrénées. Mais ce qu'il peut advenir des luttes des travailleurs espagnols nous intéresse ici, en France, au premier plan. Car les travailleurs espagnols ont à se battre contre une politique patronale et gouvernementale qui ressemble comme deux gouttes d'eau à celle dont nous sommes victimes. Et leurs succès seront un peu les nôtres.

fait vibrer la corde anti-turque
ses difficultés économiques

dominante... canadienne et si le navire turc n'était, paraît-il, qu'un vieux rafiot pas vraiment en état de renifler le pétrole. Le tout est dans la mise en scène.

Pour le gouvernement grec, ce petit spectacle offert au bon peuple tombait à pic. En effet, le socialiste Papandréou a des difficultés à faire passer sa politique intérieure. D'un côté, les curés orthodoxes hurlent contre le gouvernement socialiste qui, selon eux, projette de s'en prendre à leurs biens. Et, de l'autre côté, les travailleurs se dressent contre la politique d'austérité du gouvernement ; les trois jours de grève quasi générale en janvier, suivis de deux jours de grève dans différents secteurs regroupant au total environ deux millions de travailleurs en février ont constitué un avertissement pour le gouvernement grec.

Cette situation explique sans doute en grande partie pourquoi, utilisant une vieille recette, le gouvernement Papandréou a tenté de faire diversion en ravivant le nationalisme anti-turc.

Au fond, le gouvernement "socialiste" grec respecte une tradition : il y a quatorze ans, un autre gouvernement grec, dans l'espoir de redorer son blason, s'était lancé, lui, carrément dans une aventure militaire qui avait tourné très vite à l'affrontement avec la Turquie. C'était en août 1974, la dictature militaire alors au pouvoir à Athènes avait monté un coup d'Etat dans l'île de Chypre, pour renverser le gouvernement Makarios qui reposait sur un fragile équilibre entre les communautés grecque et turque de l'île, pour le remplacer par des militaires partisans de l'"Enosis", c'est-à-dire du rattachement de Chypre à la Grèce. Cette entreprise avait pour but de consolider le pouvoir des militaires grecs qui avait été ébranlé, en septembre 1973, par des manifestations violentes d'étudiants et d'ouvriers, à la suite desquelles les colonels au pouvoir avaient passé la main au général Ghizikis. Le coup d'Etat à Chypre avait mal tourné ; l'armée turque avait débarqué à Chypre et la bourgeoisie grecque avait débarqué les militaires du gouvernement.

Papandréou n'en est sans doute pas là. Plus rusé que ses prédécesseurs, il veut sans doute seulement distiller un peu de poison nationaliste dans la population sans coup férir contre l'armée turque. Il semble qu'il ait au moins réussi à retrouver l'état de grâce auprès des popes qui sont aussitôt partis en campagne contre le danger ottoman... Et des organisations de fonctionnaires auraient, d'après *Le Figaro* du 31 mars, renoncé à deux jours de grève qui étaient prévus.

Mais tout de même, il faudra peut-être plus pour faire oublier à la population et aux travailleurs grecs comment ce gouvernement "socialiste", comme tant d'autres, s'est moqué d'eux !

Jean SANDAY

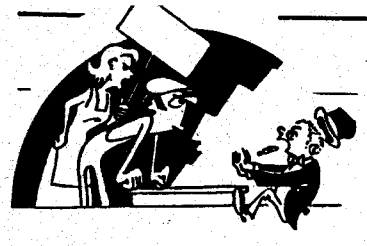
TURQUIE

Grève contre la politique gouvernementale

Alors que les procès des syndicalistes de la DISK (la centrale syndicale de gauche, interdite par les militaires en 1980) se sont achevés en décembre dernier par de lourdes condamnations (il y avait 1.555 accusés...), les dirigeants de la confédération syndicale Türk-Is viennent d'être déférés devant la Cour de sûreté de l'Etat pour grèves et rassemblements syndicaux non autorisés. Pourtant, la Türk-Is, qui n'a pas été touchée par les interdictions de 1980, entretient des relations étroites avec l'appareil d'Etat et le gouvernement (en 1980, son président était devenu ministre de la Sécurité sociale du gouvernement installé par les militaires).

C'est que le 24 mars, plus de 3.000 syndicalistes de la Türk-Is ont participé à une marche de protestation, non autorisée, sur Ankara, contre la politique économique du gouvernement. Il faut dire que les salaires turcs sont pratiquement bloqués (le salaire minimum mensuel est de 325 F) alors que l'inflation risque d'atteindre 50 % pour l'année, et le chômage touche 20 % de la population active.

90.000 salariés seraient aujourd'hui en grève, après l'échec des négociations sur les conventions collectives (seule forme de grève autorisée en Turquie et encore, à condition d'avoir déposé un préavis et d'avoir attendu plusieurs mois...), et ils pourraient être 300.000 dans les jours qui viennent. C'est sans doute cette situation qui a amené les dirigeants de la Türk-Is, à leur tour, à s'opposer à la politique du gouvernement.



Les salaires en question

Le mécontentement sur les salaires persiste et pour cause ! On n'en reste pas toujours à la discussion, et la grogne des travailleurs s'exprime parfois sous forme de débrayages ou de manifestations, comme les quelques correspondances des grandes entreprises qui suivent l'attestent.

Sentant venir le mécontentement grandissant, ici ou là, des patrons essayent de remplacer les augmentations de salaires par des primes diverses, "intéressement", "productivité" ou autres. De l'argent, ils en ont. Mais il ne faut pas donner l'apparence que le principe du blocage des salaires est remis en cause, et il faut faire admettre aux travailleurs que pour gagner plus, il faut travailler plus, et fatalement aussi, licencier plus.

Heureusement, il n'est pas encore dit que la cause (des patrons) soit entendue.

• Les **CCP** (Comptes Chèques postaux) ont fait un film publicitaire pour engager les jeunes à ouvrir un compte. Ce film publicitaire, projeté aux employés des *Chèques postaux du centre Montparnasse,* provoque à chaque séance des discussions très animées. Beaucoup de filles pensent que ce film est une provocation : *"Avec les salaires qu'on a, peut-on se permettre de donner 500 francs par semaine à nos enfants comme argent de poche ?"*. La direction des PTT a donc au moins réussi à rappeler à son personnel que le problème des salaires reste un point douloureux. Tout n'est pas mauvais dans la publicité !

• **Chez Chaignaud (Bordeaux),** alors qu'il y avait eu une agitation sur les salaires parmi les gars du secteur des colleuses, ils ont eu une augmentation de 250 francs par mois sans rien demander. Ailleurs, où les gars une semaine auparavant ne croyaient pas aux revendications de salaires, ils se disent qu'ils auraient dû faire une pétition. Certains regrettent et parlent de faire quelque chose maintenant. Par ailleurs, la direction a décidé de lâcher 0,8 % (sans recommandation patronale). Mais les travailleurs râlent et disent : *"Il y a des sous"*.

• **A Dassault (Saint-Cloud),** un débrayage d'une demi-heure a eu lieu à l'appel de la CGT pour protester contre l'annonce d'une augmentation nulle pour l'année en même temps que la création d'une prime d'intéressement.

La CFDT s'est jointe au débrayage, ce qui est nouveau, car depuis cinq à six ans, elle ne fait plus rien avec la CGT. Il y avait 250 personnes au débrayage, soit une centaine de personnes de plus que traditionnellement aux derniers débrayages syndicaux des années passées. Un succès relatif, car il y a quand même 3.500 personnes à l'usine.

• **A Citroën Saint-Ouen,** lors d'une réunion direction-syndicat, le représentant du patron a dit qu'en 1986, deux salariés sur trois ont eu une rallonge individuelle et selon lui, la masse salariale aurait augmenté de 3,4 %. Ça laisse sceptiques les travailleurs, même ceux qui ont eu une rallonge, car c'était environ 1,2 %. Avec les 0,7 % octroyés à tout le monde, ça fait au maximum 2 %. Ce n'est pas encore la colère, mais ça discute.

• **A Findus (Beauvais),** un débrayage sur les salaires a eu lieu dans une équipe à l'appel de la CGT, à l'occasion de l'inauguration du 500e voyage du train Gervais-Danone (train frigorifique qui fait la liaison entre Beauvais et Lyon). Il y avait 80 grévistes qui sont allés voir le directeur pour lui dire que 2,2 % d'augmentation, ça ne faisait pas le compte. Le directeur a dit qu'il allait voir. Le débrayage a duré deux heures. Les gars pensent qu'il faudra remettre cela.

• Longuet, le ministre des PTT, est venu inaugurer **l'Hôtel des postes à Bobigny.** Une petite réception imprévue l'y attendait. Les syndicats CGT, CFDT et FO parmi les centres PTT du département, appelaient à un rassemblement pour le recevoir. Il y avait en tout 500 personnes. Les revendications qui sont apparues étaient : *"Des effectifs pour le service public"*; *"Non à la privatisation, oui au service public"* et *"Augmentez nos salaires"*. Longuet s'est fait siffler et huer quand il est passé. Puis il est venu pour discuter vers les manifestants. Il a reçu les délégations des syndicats. Le plus gros des postiers venus manifester provenait en particulier des centres de tri de Pantin et de Bobigny.

ROURE-ET-BERTRAND
(fabrique de parfums - Argenteuil)

Ça sent le roussi

Roure-et-Bertrand est une entreprise de la chimie de plusieurs centaines de travailleurs répartis sur deux sites, à Argenteuil dans le Val-d'Oise, et à Grasse dans les Alpes-Maritimes. Cette entreprise, qui dépend du trust suisse Hoffman-La Roche, fabrique des parfums et divers composants chimiques.

Ces dernières années, tout en faisant des investissements importants, l'entreprise a réduit son personnel. Ainsi, actuellement, elle est en train de se débarrasser de certains secteurs de l'usine de Grasse qu'elle juge insuffisamment rentables.

Depuis plusieurs années, Roure-et-Bertrand fait d'énormes profits. Cela bien sûr aux dépens de nos conditions de travail et de nos salaires.

Côté conditions de travail, surcroît de travail, pressions accrues de la part de certains membres de l'encadrement, début de mise en place d'un système de contre-visites médicales en cas d'arrêt de maladie. Côté salaires, la CGT de l'entreprise a calculé que, pour la seule année 1985, c'est 460 F que nos salaires mensuels ont perdu de pouvoir d'achat. Ces pertes ont continué depuis.

Depuis des années, face à ces attaques, l'attitude des travailleurs était plutôt d'attendre des temps meilleurs. Mais depuis le retour des vacances, cela a commencé à changer : coup de sang contre le renvoi en octobre d'un gardien, la direction recule ; grogne au môment des rallonges fin janvier ; et aujourd'hui, mécontentement important des travailleurs face aux propositions d'augmentation des salaires dérisoires de la direction pour cette année.

Alors que ses profits bondissent, c'est 1,8 % d'augmentation qu'elle a commencé par proposer au début de la réunion avec les syndicats vendredi 20, mais pour finir par accorder 2,25 %. Et depuis, sur la base de ce pourcentage, elle nous fait marcher.

A Argenteuil, à l'initiative de la CGT, à une semaine d'intervalle, deux débrayages ont eu lieu. Ils ont réuni respectivement 80 et 130 travailleurs ; l'usine, maîtrise et cadres compris, comprend un peu plus de 200 salariés. Un nouveau débrayage était prévu pour ce jeudi 2 avril.

Correspondant LO

CENTRE TECHNIQUE RENAULT (Rueil)

Les débrayages sur les salaires ont du succès, mais il ne faudra pas en rester là

Depuis le 12 mars, les syndicats CGT, CFDT et FO du CTR organisent, pour dénoncer le blocage des salaires (+ 0,5 % annoncés pour 1987 !), pour réclamer *"l'ouverture de négociations sur les salaires"* et 500 F d'augmentation pour tous, des débrayages d'un quart d'heure, par secteur. C'est-à-dire que tel jour, c'est tel secteur qui est appelé, et le lendemain un autre secteur. Et ainsi de suite : il ne se passe pratiquement pas de jour sans que de 150 à 300 travailleurs débrayent ainsi et aillent envahir, selon le jour, une réunion du CE, une réunion de la direction et des délégués du personnel, etc.

Mercredi 26 mars, les syndicats appelaient à un débrayage sur toute l'usine, et d'une demi-heure ! Débrayage qui rassembla plus de 1.200 personnes (nous sommes au total dans les 3.000 au CTR) ; ça faisait bien longtemps qu'on n'avait pas vu ça ! Mais après, à nouveau, retour au quart d'heure par secteur : pour les syndicats, le mouvement atteignait son rythme de croisière.

Evidemment, les syndicats font preuve dans tout ça de beaucoup de prudence ; c'est même le moins qu'on puisse dire.

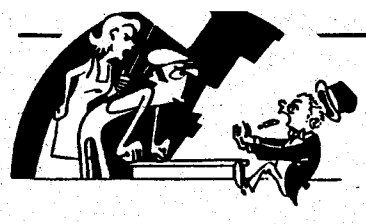
Dans un tract du 23 mars, intitulé *"Journal de l'action"*, la CGT titrait ainsi : *"Patience !"*, écrivant : *"Au terme de plus d'une semaine d'actions pour les salaires, chacun peut constater que la mobilisation (...) va grandissante. La stratégie des débrayages ponctuels et sectoriels est tout à fait adaptée au type d'établissement qu'est le nôtre, mais également à l'objectif que nous nous sommes fixé, syndicats et salariés. Pour autant, l'enracinement du mouvement n'est pas achevé sur l'ensemble de la DE* (Direction des Etudes. C'est un autre nom pour le CTR). *Ça sera chose faite cette semaine. Nous appelons donc les secteurs qui, comme à la DEV, ont déjà atteint leur rythme de croisière, de ne pas s'impatienter si, éventuellement, il n'y avait pas d'appel en tout début de semaine. Patience donc, l'action se développe et s'enracine"*.

La CFDT n'est pas en reste, puisqu'elle expliquait, le même jour, dans un tract : *"Le personnel a très bien compris la nécessité de manifester concrètement son désaccord, et le but des débrayages de courte durée dans des bâtiments et services de plus en plus nombreux : il s'agit de se mettre progressivement et régulièrement dans la bataille menée, (...) en agissant régulièrement, opiniâtrement, chacun son tour et tous ensemble quand des opportunités du calendrier se présentent, nous arriverons à mettre dans la tête de la direction qu'il faut prendre en compte notre demande"*.

Avec ça, en fait de "rythme de croisière", les syndicats nous mènent en bateau. Pour l'instant, ces actions ont du succès, elles rassemblent du monde : elles permettent aux travailleurs du CTR sinon d'espérer gagner sur les revendications avancées du moins d'exprimer — et bruyamment — leur ras-le-bol.

C'est d'ailleurs bien ce sentiment qui s'est exprimé encore lundi 30 mars, lors d'une visite surprise au CTR du PDG de Renault, Lévy : répondant à l'appel improvisé des syndicats, près de 800 travailleurs bloquaient jusqu'à l'heure de la sortie, c'est-à-dire pendant trois quarts d'heure, les escaliers du bâtiment où Lévy était en réunion... aux cris de *"Lévy, des sous !"* ; *"Nos 500 F !"* ; *"Envoyez la soudure !"*.

Mais ce n'est pas avec de la patience, ni avec un chapelet de quarts d'heure de débrayages par secteur que la direction de Renault reculera sur la question des salaires au CTR si c'est de cela qu'il s'agit.



DANS LES ENTREPRISES

CEAC (Nanterre)

Au plomb, des conditions de travail pesantes

A l'usine CEAC à Nanterre, nous sommes près de 300 ouvriers à fabriquer des batteries d'accumulateur au plomb pour Renault, Peugeot-Citroën, ainsi que pour la vente au détail.

La CEAC est une filiale du groupe CGE dont le PDG était Balladur jusqu'à ce qu'il soit ministre des Finances. En cinq ans (1981 à 1986), il avait procédé à la diminution de 40 % des effectifs sur les dix usines que comptait le groupe. Pour 1986, la société a publié plus de 250 millions de francs lourds de bénéfice. Pour les actionnaires, cela va très bien.

Pour les salariés, cela ne va pas du tout. La dernière augmentation générale remonte à la grève de novembre 1985. Les salaires sont entre 5000 F et 6500 F net, y compris les primes d'équipe et le boni (la plupart d'entre nous travaillent en 3 × 8). Le boni sévit dans deux ateliers. Dans les autres, on est bien obligé de suivre car on y travaille ce qui est produit dans les premiers, et il n'y a pas de stockage.

Les conditions de travail sont plus que lamentables. Un exemple : le risque de plomb (saturnisme). On y est tous exposés. Mais la direction a décidé que ceux qui travaillent à l'atelier Charge-finition ne risquent rien : alors, pour eux, pas de prime de soins destinée à compenser le temps de douche ! Et quand un travailleur est "plombé", elle le mute dans cet atelier pour faire semblant de faire quelque chose.

Les examens obligatoires ne sont pas régulièrement faits. Les prélèvements d'atmosphère, on n'en voit jamais les résultats.

Les précautions élémentaires ne sont pas prises : les aspirations obligatoires aux sources de vapeur et de poussière de plomb, quand elles existent, sont mal placées ou défectueuses, faute d'entretien. Le manque d'aération et les cadences rendent le port du masque insupportable. Il est pourtant absolument nécessaire.

Alors, dernièrement, quand la direction a voulu, en plus, nous faire accepter les horaires flexibles — travailler 6 jours l'hiver et 4 jours l'été — c'était trop. Elle a tout essayé ; le chantage : elle a menacé de nous empêcher de prendre la 5e semaine d'affilée avec le reste des vacances alors que nous sommes presque tous immigrés et que nous voulons pouvoir retourner en congé au pays. Elle a reçu l'aide involontaire du syndicat CFDT qui a cru bien faire en organisant un vote à bulletin secret : on l'a boycotté. Elle a tenté de faire récolter des signatures pour la flexibilité par un délégué FO qui racontait qu'il faisait signer pour la 5e semaine l'été. Les travailleurs ont déjoué son mensonge et il en a pris pour son grade.

En plus des mauvaises conditions de travail et des salaires insuffisants, la direction voudrait nous faire grossir ses bénéfices en venant travailler le samedi pour rien.

Eh bien, on n'y est pas prêts !

Correspondant LO

Échos des entreprises

Un chef qui fait des perles

Il y a une quinzaine de jours, un ouvrier de l'expédition s'est fait un tour de reins en portant une charge lourde. Il est vrai qu'il y a des jours où on a l'impression d'être à un concours d'haltérophilie, et des soirs où on se sent brisé par tout ce qu'on a dû déplacer.

Quand cet ouvrier est allé voir un chef pour lui demander l'autorisation de rentrer chez lui, ce chef lui a demandé s'il avait fait *"exprès de se faire un tour de reins pour pouvoir repartir"*.

On ne sait pas si ce chef a fait exprès d'être bête, mais en tout cas, c'est rudement bien imité !

Extrait du *Culotté* édité par *Lutte Ouvrière* à Levi-Strauss La Bassée

Ça débloque complètement

Dans la série des pannes et des erreurs, la nouvelle badgeuse s'est mise à confondre les plus et les moins.

Bon, allez, quand elle nous ajoutera des heures, on ne dira rien.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* La Redoute - Nord

Travaux à deux vitesses

Lorsqu'il y a des réparations à faire dans un logement de fonction, les ouvriers doivent s'y rendre toutes affaires cessantes et il ne manque jamais de matériel !

Dans les services, certains stores attendent depuis des mois des réparations, les linos ont du mal à être rapiécés...

Visiblement, tout le monde n'est pas "logé" à la même enseigne !

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* CHR - Dijon

NORINCO (Rueil)

Les patrons jouent avec la peau des ouvriers

Chez Norinco, un ouvrier d'entretien a été tué. Il s'apprêtait à faire une soudure sur un groupe hydraulique qui fuyait et perdait de l'huile. Il y a eu une explosion. Il a été brûlé vif. Son camarade, qui était proche de lui, a été soufflé par l'explosion et n'a rien pu faire.

Les travailleurs n'ont pas réagi sur le coup mais ils sont indignés, et on ne peut savoir quelles réactions ils auront quand l'usine sera remise en route. Il y a des délégués (CGT) dans l'entreprise, ils sont très touchés et disent : *"Si on ne veut pas tous y passer, il faut se battre"*, et ils parlent de grève. Par ailleurs, un gars vient de mourir à l'hôpital, peut-être la silicose. Un ouvrier d'une entreprise extérieure a été tué il y a dix mois dans des conditions aussi scandaleuses à l'usine. Les morts successifs, plus tous les accidents du travail, font dire à des travailleurs : *"C'est trop. On ne peut pas continuer comme ça"*.

HÔPITAL SAINTE-ANNE (Paris)

UNE INFIRMIÈRE TUÉE APRÈS UN CONTRÔLE DANS UN TRAIN DE BANLIEUE

Ses camarades veulent savoir la vérité

Mardi 24 mars, quand le mari de Viviane Borderie a téléphoné dans le service de chirurgie pour dire à ses collègues qu'elle était morte la veille, cela a été un coup terrible pour tous. Viviane, une infirmière antillaise de 42 ans, mère de trois enfants, travaillait à Sainte-Anne depuis treize ans et était très aimée. Tout le monde était écrasé de chagrin. Comment était-ce possible ? Qu'était-il arrivé ? D'après la première version donnée à son mari par la police, elle était tombée du train, par une maladresse personnelle.

Mais le lendemain, son mari et sa famille ont informé ses collègues qu'ils venaient d'avoir une autre version des faits par le principal témoin, une jeune femme zaïroise. Ce n'était pas un simple accident, c'était arrivé lors d'une altercation avec des contrôleurs qui avaient empêché Viviane de descendre à sa gare habituelle.

Alors, en plus de la douleur, ces nouvelles ont soulevé un très fort sentiment de révolte dans l'hôpital. *"Ils nous l'ont tuée"; "C'est un assassinat"*; disaient des collègues ; *"Et en plus, ils voulaient étouffer l'affaire. Il faut savoir ce qui s'est vraiment passé"*. C'est ainsi qu'a été décidée la constitution d'un Comité pour la vérité sur la mort de Viviane.

Le vendredi, le Comité distribuait un tract au personnel, donnant les informations qu'il avait. Viviane était intervenue pour prendre la défense d'une jeune Zaïroise aux prises avec des contrôleurs. Les contrôleurs ont alors voulu lui faire un procès-verbal à elle aussi. Puis ils l'ont empêchée de descendre à Grigny où elle habitait et où elle devait aller chercher ses enfants à l'école. Deux gares plus loin, à Evry-Courcouronnes, alors que d'après les déclarations de la jeune Zaïroise, deux contrôleurs étaient dans l'embrasure de la porte, Viviane est "tombée" sur le quai, a roulé sous le train qui redémarrait et a été tuée sur le coup.

Le lundi matin suivant, 30 mars, lors d'une assemblée du personnel, les propositions d'action du Comité ont été approuvées. C'est ainsi que l'après-midi, 53 collègues et amis, avec des membres de la famille de Viviane, sont partis prendre le même train qu'elle, pour distribuer un tract d'appel aux témoins et discuter avec les voyageurs.

Dans le train, les contrôleurs présents sont intervenus d'une façon éhontée. *"Un contrôleur a voulu mettre une amende au frère de Viviane,* raconte une infirmière du Comité, *parce qu'il nous avait rejoints en 1re classe avec un billet de seconde". "Pendant ce temps,* explique une autre infirmière, *un contrôleur et un policier en civil s'en sont pris aux journalistes de FR3, de l'AFP et d'autres médias, qui nous accompagnaient dans le train et ont voulu leur prendre leurs films. En gare de Villeneuve-Saint-Georges, le train a été immobilisé pendant quinze minutes, le temps pour la SNCF de faire venir la police qui a fait descendre les journalistes et en a embarqué au poste"*. Mais cette lamentable tentative de la SNCF d'étouffer l'affaire a eu l'effet contraire. C'est apparu comme un scandale supplémentaire et cela a été relaté par FR3 et plusieurs journaux.

Cet incident n'a fait que provoquer encore plus de discussions avec les voyageurs. La plupart n'étaient pas au courant de l'accident de Viviane mais quelques informations ont quand même pu être recueillies. A la gare d'Evry-Courcouronnes, le groupe du Comité a fait un rassemblement en dépliant une banderole et en s'adressant aux usagers avec un porte-voix. Ensuite, tout le monde est allé voir le chef de gare. Mais il n'a pratiquement rien répondu de nouveau aux questions de la famille et du Comité. Même scénario au commissariat de police où la cinquantaine de personnes du groupe s'est rendue ensuite.

Le Comité envisage d'autres actions. Il ne faut pas que cette affaire puisse être étouffée et elle ne le sera pas. Toute la lumière doit être faite sur la mort de Viviane et sur ceux qui en sont responsables. Le Comité renouvelle son appel aux témoins et demande qu'on le contacte en téléphonant au 45.65.84.72 de 14 h 30 à 16 h, ou en écrivant au : **Comité pour la vérité sur la mort de Viviane Service Chirurgie Hôpital Sainte-Anne 1, rue Cabanis 75014 PARIS**

Dernière heure : jeudi 2 avril, le Comité, à une cinquantaine, a distribué des tracts en gare de Lyon bien accueillis par les usagers. Ensuite le groupe est allé voir le chef de gare puis le chef des contrôleurs et s'est heurté à leur indifférence et à leur désinvolture. Le chef des contrôleurs a déclaré qu'il avait confiance dans les deux contrôleurs incriminés et qu'il était persuadé qu'ils avaient bien fait leur travail. Les collègues de Viviane, écœurés, leur ont demandé s'ils étaient prêts à couvrir même des assassins.

N'y a-t-il pas assez de chômeurs comme ça ?

Partout dans les entreprises, le problème de l'emploi reste à l'ordre du jour. En voici quelques exemples :

• **A la SNCF à Limoges,** au service intérieur, chacun a été convoqué individuellement par le chef pour s'entendre demander s'il accepterait d'aller à Villeneuve-Saint-Georges. Il fallait écrire oui ou non et signer. Jusqu'à maintenant, quand une vacance existait quelque part, un avis était affiché et il fallait que les intéressés fassent la démarche. Cette nouvelle méthode inquiète les cheminots qui disent : *"Maintenant on nous le demande, mais bientôt nous n'aurons plus le choix : ce sera ça ou la porte. C'est comme ça que ça s'est passé chez Renault, au Sernam, partout".*

• **A Chausson - Asnières,** à la suite de la vente de "Chausson Thermique" à Valéo, un débrayage a eu lieu jeudi 26 mars de 10 h à 11 h 30 lors du CCE à l'appel des quatre syndicats CGT, CFDT, FO et CGC. Débrayage suivi de 50 à 95 % chez les ouvriers et ETAM, de nombreux cadres étant venus également à l'AG. Une soixantaine sont allés à Neuilly au CCE, où la CGT, entre autres, ne tenait pas spécialement à voir beaucoup de monde, pour que la concertation ne soit pas par trop troublée.

La participation inhabituelle au débrayage exprime surtout de l'inquiétude sur l'emploi, mais il y a aussi une volonté de ne pas se laisser faire. Valéo va créer une filiale "Valéo-Chausson Thermique" bientôt, sous la forme d'une location gérance de trois ans renouvelable, pour préparer la fusion. C'est dans deux mois que nous connaîtrons peut-être le plan de restructuration. Et les travailleurs ont envie de savoir et ils veulent réclamer des comptes. Ils étaient contents de faire un débrayage qui regroupe tout le monde. C'est la base qui avait réclamé que ce débrayage se fasse au moment du CCE.

• **A Bendix - Beauvais,** le problème principal reste celui des licenciements. La direction amène par des pressions diverses à faire démissionner les travailleurs ou les licencier pour faute professionnelle.

Tous les licenciés et tous les futurs des grandes entreprises, ça en fait du monde ! Bien plus qu'il n'en faudrait pour licencier tous les licencieurs et mettre au chômage les parasites dont le travail consiste à s'enrichir d'autant plus qu'il y a plus de chômeurs.

RENAULT-CKD (Seine-Maritime)

Nous restons inflexibles

La direction du CKD avait annoncé il y a quelques semaines son intention de nous faire travailler l'équivalent de 11 jours supplémentaires pendant la période de suractivité précédant les vacances d'été. Ce travail en plus, on devait l'effectuer soit en samedis travaillés, soit en faisant une heure de plus par jour et, pour couronner le tout, elle envisageait de décaler nos dates de congés du 15 août au 15 septembre !

Tout cela passait d'autant plus mal que des licenciements sont annoncés pour le 2e semestre et beaucoup d'entre nous avaient conscience qu'accepter de travailler plus, maintenant, ce serait faciliter le boulot de la direction pour qu'elle licencie demain.

Dès l'annonce de ces mesures inacceptables, le syndicat Démocratie Ouvrière, formé de militants écartés par la CGT, appelait seul à un débrayage, assemblée qui réunissait une centaine de personnes.

Puis, la direction a essayé de négocier avec les syndicats lundi 16 mars. Manque de chance pour elle, aucun n'a accepté de signer quoi que ce soit sur les aménagements d'horaires (même pas la CGC) ces syndicats mettant comme préalable que la direction s'engage à ne pas licencier (ce que la direction n'a bien sûr pas fait !).

Le lendemain mardi 17 mars, le débrayage appelé par les syndicats DO, CGT, FO, CFDT, était très massivement suivi : plus de 300 personnes pour l'équipe du matin et la normale, et une centaine l'après-midi (plus une dizaine de Sotteville). Cela faisait donc au total plus de 400 personnes sur la journée ; on n'avait jamais vu tant de monde lors d'un débrayage. Lors de l'assemblée, on a décidé de faire une heure de débrayage ce jour-là, de tourner dans les ateliers et on s'est donné rendez-vous le jeudi suivant (lendemain de la réunion du CE) pour aviser sur l'action à engager si la direction s'entêtait.

Mais lors de la réunion de CE, la direction reculait sur toute la ligne : plus de samedis travaillés, plus de congés décalés, ni de journée allongée. La raison qu'elle a donnée est que des marchés (Zaïre, Colombie, Venezuela) étaient réduits...

Malgré tout, le débrayage prévu auparavant pour le jeudi était maintenu et réunissait encore 250 personnes sur la journée. C'était la bonne ambiance. Tout le monde était bien sûr content que la direction ait reculé, mais le problème d'emploi restant entier, nous avons tenu à débrayer contre la baisse d'effectif prévue.

Correspondant LO

Ils veulent grossir les bénéfices et rétrécir l'emploi

Après environ un an de tractations, Valéo reprend les radiateurs Chausson.

Le nouvel ensemble Valéo-Chausson doit prendre la première place dans les équipements thermiques en Europe. Pour 1986, le chiffre d'affaires cumulé des deux sociétés a été de 3,3 milliards de francs pour le seul Thermique (2 milliards chez Valéo, 1,3 milliard chez Chausson).

Leurs affaires vont très bien et ils se regroupent pour être encore plus gros et gagner encore plus d'argent.

Et alors que dirigeants de Valéo et de Chausson se frottent les mains en annonçant que cette opération va leur permettre de prendre de l'expansion, pas gênés, ils disent qu'il y aura des suppressions d'emplois.

3.500 travailleurs sont actuellement employés au Thermique dans chacune des sociétés. Au mois de mai 1986, ils parlaient déjà de supprimer 800 emplois.

Ils font un gros coup pour augmenter leurs juteux bénéfices et voudraient en plus mettre des travailleurs à la porte.

Si ce n'est pas de l'arnaque, qu'est-ce que c'est ?

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Chausson - Meudon

Pour la Sécu, une manifestation réussie, marquante pour les travailleurs.

Bien qu'avec un peu de retard compte tenu de notre jour de parution et des délais du courrier, il nous semble intéressant de rapporter quelques-unes des réactions suscitées par la grande manifestation du 22 mars sur la Sécurité sociale, organisée par la CGT. C'est une réussite qui a fait discuter, même si paradoxalement dans les grandes entreprises, le nombre des participants y a été faible relativement aux effectifs. Tous les militants syndicaux ne se sont pas déplacés, loin de là. Mais souvent des anciens syndicalistes CGT, qui ne faisaient plus rien depuis un bout de temps, se sont mobilisés pour la circonstance. Souvent des travailleurs ont participé au cortège et sont venus, non pas avec les militants de leur entreprise, mais avec ceux de leur localité.

Dans les trains venant de province, il y avait "de l'ambiance". Encore plus au retour qu'à l'aller. *"La manif a filé la pêche aux participants et il y a même des syndiqués qui regrettent de ne pas y être allés"*, nous rapportent des camarades de l'Aérospatiale de Toulouse (qui n'est pas la porte à côté). A la CEPEM Orléans, où comme ailleurs, des travailleurs qui n'y étaient pas allés remarquaient *"il y avait du monde à la manif"*, des non-cégétistes disaient que sur ce problème il était normal de se défendre et regrettaient *"qu'il n'y ait pas l'unité syndicale"*. D'autres, un peu partout, comme ces employés de la VIA-Assurances de Paris, constataient que s'il y avait eu une foule inhabituelle, c'était bien normal, *"parce que la Sécu, c'est vraiment important"*.

Un succès qui fait renaître l'espoir chez certains, en particulier chez les militants du PC. *"Maintenant on y va sur les salaires"*, a dit l'un d'eux, employé à la Sécurité sociale justement. A la manifestation même, un couple venant du Havre, plus tout jeune : lui est cheminot, elle aide-ménagère : *"C'est pas fini, on s'est battu, il va falloir continuer. Les patrons ne font pas de cadeaux, nous les ouvriers, on n'est jamais assez salauds avec eux"*, dit-il. Elle : *"Là, on est dans la rue, pour une fois que les ouvriers se tiennent les coudes, il faudrait y rester"*.

Mais certains travailleurs, comme on nous le rapporte de RVI à Vénissieux par exemple, ont un peu l'illusion que la manifestation va peser sur les décisions de Chirac. *"On était nombreux, le gouvernement sera obligé d'en tenir compte"*, disaient aussi des militants du PC des PTT au CTA d'Issy-les-Moulineaux le lendemain.

Il y a aussi, ici et là, d'autres illusions, carrément électoralistes, celles-là. Comme cet employé d'une compagnie d'assurances à Paris qui disait en souriant : *"Après les étudiants, les cheminots, maintenant c'est pour la Sécu. A ce train-là aux élections, ils dégagent vite fait, et hop, bon débarras !"* Ajoutant : *"A l'époque des socialistes, c'était quand même moins pire"*. La peste valait mieux que le choléra, et comme c'est plus loin, on s'en souvient moins...

Toujours est-il que si les dirigeants de la CGT et du PCF qui sont à l'origine de cette manifestation avaient, eux, des arrière-pensées électoralistes (bien entendu pas celle de favoriser les votes pour le Parti Socialiste !), il n'en reste pas moins que pour nombre des participants, pour beaucoup de militants et de simples travailleurs, cette journée aura d'abord prouvé que la classe ouvrière est toujours une force, et que, pour sauvegarder ses conditions d'existence, il est nécessaire qu'elle se fasse craindre.

Conserves BONDUELLE (Oise)

Plus de 200 licenciements

La direction des conserves Bonchamp-Bonduelle vient de décider la cessation de son activité champignon entraînant ainsi le licenciement de 141 personnes à Gouvieux (la champignonnière) et 98 personnes à Warluis (la conserverie).

Au Comité central d'entreprise qui a eu lieu mardi 31 mars, la direction a argué du fait que le marché se trouve en surproduction depuis 1984, qu'ils ont du mal avec la concurrence, que les cours se sont effondrés et par conséquent qu'ils ne peuvent pas faire autrement que de licencier. D'ailleurs, ont-ils précisé, sur l'ensemble de la branche, 1278 licenciements sont prévus sur 5300 salariés.

Deux autres impératifs pèseraient sur la pauvre direction de Bonduelle : la nécessité de déménager les installations de fabrication de compost de Gouvieux (ce qu'elle sait depuis 7 ans) qui lui coûterait, paraît-il, 20 millions de F, et l'arrêt de l'utilisation du blanc d'œuf comme méthode de gonflette des champignons.

Mais si tous ces arguments justifient éventuellement la cessation d'activité dans les champignons, cela ne justifie absolument pas les licenciements. Parmi les licenciés, nombreux sont ceux qui travaillent là depuis 20 ou 30 ans, dont 9 couples. Bonduelle a fait sa fortune sur le travail de ceux-ci. Alors puisque rien n'a été prévu pour la reconversion du personnel, il serait normal de considérer que le bénéfice net consolidé après impôts, par exemple, fait par Bonduelle en 1985 (on ne connaît pas encore les chiffres de 1986) de 44,6 millions de F appartienne aux salariés. Cela ferait près de 200 000 F chacun.

A l'annonce de ces licenciements, une femme s'est trouvée mal. Il faut dire que, si bas soient les salaires chez Bonduelle, ils sont indispensables.

• La guerre du champignon... ou comment engraisser les champignons au blanc d'œuf!

La conserve de champignons est un secteur où se mène une guerre importante entre trusts.

La consommation en France est de 1,7 kg par personne et par an (+ 1 kg de champignons frais). Dans le domaine des conserves de champignons, les industriels français dominent le marché mondial avec 161 000 tonnes de produits chaque année. Royal Champignon, qui a d'ailleurs racheté la société Blanchaud et qui est lui-même une filiale à 70 % de Lesieur, détient près de 40 % de la production.

Le trust Bonduelle, qui se veut le n° 1 de la conserve en Europe, a tenté il y a 4 ans de concurrencer Royal Champignon en rachetant une champignonnière dans l'Oise à Gouvieux et en achetant les machines d'une usine à Mortagne-au-Perche qui avait déposé son bilan.

Mais même si la consommation en France a été multipliée par 3 en 10 ans, la production mondiale serait aujourd'hui supérieure à la consommation solvable. Moralité : le profit n'étant que pour les plus gros, Bonduelle décide d'arrêter... en licenciant plus de 200 personnes.

Le mépris affiché vis-à-vis du personnel n'a d'égal que celui exprimé vis-à-vis des clients. Qu'on en juge ! *"Avec un kilo de champignons frais, le conserveur français garantit un peu plus de 500 grammes de produit "net égoutté", les Hollandais arrivent à 800, voire 900 grammes"* se plaint un cadre de Bonduelle au *Nouvel Economiste* du 31.10.86.

Durant la cuisson, les champignons perdent beaucoup de volume et d'eau et donc de poids net égoutté. Afin de retenir l'eau dans les champignons, plusieurs techniques sont employées. Bonchamp, lui, imprégnait ses champignons d'une solution de blanc d'œuf qui, à la cuisson, formait une enveloppe étanche retenant l'eau dans le champignon !

Les profits des patrons de Bonduelle poussent à la vitesse du champignon de couche sur le fumier : est-ce pour ça qu'ils en tiennent une couche ?

"Il faut se battre contre le terrorisme avec les armes du terrorisme. S'il faut des additifs pour être concurrentiel, alors, mettons-en" déclaraient les responsables de Bonduelle au *Nouvel Economiste.*

L'affaire est devenue publique aujourd'hui car un prélèvement avait été fait par la direction de la concurrence des prix et la répression des fraudes le 28 août 1986. Bonchamp-Bonduelle s'est donc retrouvé devant le tribunal correctionnel de Beauvais et la presse locale *(Le Parisien* et *Le Courrier de l'Oise)* a relaté les débats.

Depuis (en décembre 86), la décision a été prise chez Bonduelle de ne plus utiliser le blanc d'œuf... mais il a fallu la menace du procès.

"Nous faisions une distinction entre ingrédients et additifs" a expliqué M. Legoff, le directeur, au tribunal. *"Nous considérions le blanc d'œuf comme un ingrédient et pour élargir le terme nous avions inscrit protéïnes"*. Et voilà comment le tour était joué !

Dans le cadre de la guerre que se mènent les conserveurs, Royal Champignon s'est porté partie civile, réclamant 15 millions de F. de dommages pour le manque à gagner.

Mépris des salariés et mépris des clients : chez Bonduelle, ils sont gonflés... comme des champignons au blanc d'œuf !

• Un fumier peut en cacher un autre

La champignonnière domine la petite ville industrielle de Gouvieux dans l'Oise.

C'est une immense grotte surplombée par une plate-forme recouverte d'énormes tas de fumier. Le fumier, utilisé pour la réalisation du compost permettant la culture des champignons, dégage des odeurs nauséabondes, surtout l'été.

Là, travaillent 6 jours par semaine et même souvent 7 jours, 140 ouvriers, pour la plupart portugais. Ils y vivent également, dans des baraquements situés autour et au-dessus de la champignonnière à quelques mètres de la plate-forme à fumier.

La municipalité de Gouvieux, plus sensible à l'odorat des habitants qu'aux conditions de logement des salariés de la champignonnière, demande depuis des années que cette plate-forme soit déménagée et un ultimatum a été lancé pour la fin de l'année.

Bonduelle se sert aujourd'hui de cet argument supplémentaire pour justifier les licenciements.

Pendant des années, des ouvriers ont travaillé dans des conditions dignes du siècle dernier. Aucune modernisation n'a eu lieu. L'exploitation éhontée de ces salariés ramenait suffisamment de profit. Mais aujourd'hui, les concurrents se seraient mécanisés et donc cela voudrait dire la porte pour ces camarades.

Oui, la porte, il y en a un qui la mérite : le patron !

VALEXY
(Noisy-le-Sec - Seine-Saint-Denis)

Le patron ferme l'usine, il devra ouvrir son porte-monnaie

La direction de l'usine Valexy de Noisy-le-Sec qui fabrique des tubes en acier ayant annoncé la fermeture complète et définitive pour le mois de juillet, les 250 travailleurs de l'entreprise sont en grève depuis le vendredi 27 mars. Ils demandent des indemnités de licenciements de 15 millions de centimes minimum.

Cette usine Valexy est ce qui reste de l'ancienne entreprise Vallourec où travaillaient près de 1300 personnes en 1973. Les effectifs ont été réduits par des mises en préretraite dans le cadre du FNE et de l'accord pour la sidérurgie, la CGPS. Depuis quelques années Valexy est passé sous le contrôle d'Usinor. Aujourd'hui, c'est le dernier carré de travailleurs que la direction a décidé de mettre à la rue purement et simplement (parce qu'on ne peut pas prendre au sérieux quelques promesses de reclassements bidon, qui n'ont été faites que pour la forme).

Les 250 travailleurs, dont la plupart sont âgés et anciens dans l'usine (de dix à trente ans d'ancienneté) n'entendent pas se laisser mettre dehors avec un coup de pied dans le derrière.

C'est pourquoi ils se sont mis en lutte pour faire payer le plus cher possible Usinor. En bloquant la production, ils bousculent les plans de la direction qui a besoin que l'usine tourne jusqu'en juillet. Leur action a déjà permis un premier recul : l'indemnité minimum de licenciement a été portée de 5 à 8 millions de centimes.

Ce sont les travailleurs qui ont fait la fortune des barons de l'acier. Ensuite les gouvernements ont aidé à ce que toute cette richesse accumulée soit placée ailleurs, là où étaient apparues de nouvelles opportunités d'amasser des profits. Et on voudrait nous faire croire que les travailleurs doivent être les laissés-pour-compte ? Ceux de Valexy n'acceptent pas cette logique !

Correspondant LO

Réédition en poche

Aventures d'un jeune homme est le premier volume d'une trilogie, *District de Columbia,* de l'écrivain américain John Dos Passos, qui a peint dans ses meilleurs livres la diversité de la vie américaine entre les deux guerres, aussi bien les aspirations des travailleurs que les privilèges des bourgeois, petits ou grands.

C'est l'histoire de Glenn Spottswood. Comme un certain nombre de jeunes intellectuels de sa génération, sa soif de justice et de la vérité le conduit à l'engagement politique vers la fin des années 20.

Il fréquente les milieux de la petite-bourgeoisie de gauche new-yorkaise, prompte alors à s'enthousiasmer pour les luttes ouvrières, le Parti Communiste, l'URSS.

Mais si pour certains, ce n'est guère qu'un tribut payé à la mode, Glenn prend ces idées au sérieux. Convaincu que l'issue à la crise du capitalisme est du côté de la classe ouvrière, il tente de se lier à des ouvriers agricoles mexicains en grève, puis, s'étant rapproché du Parti Communiste, il devient un de ses organisateurs clandestins.

C'est au cours d'une grève des mineurs que Glenn commence à douter de la direction prise par le Parti Communiste Américain (c'était la période gauchiste de l'Internationale Communiste, devenue stalinienne).

L'emprisonnement de mineurs, victimes d'une machination patronale, est utilisé pour une campagne de propagande du parti mais ses dirigeants se soucient comme d'une guigne du sort des condamnés.

Glenn s'indigne. Après des hésitations, il refuse de se taire. Hier orateur renommé du parti, il devient rapidement un pelé, un galeux. Il subit le sort que le Parti Communiste réserve alors à tout oppositionnel : la mise à l'écart. Ses amis font mine de ne plus le reconnaître. On ne lui serre plus la main. On le menace.

Glenn essaye de mettre sur pied un mouvement d'opposition, mais, isolé et démoralisé, il abandonne. Il part en Espagne, où la guerre civile vient d'éclater, mais les staliniens n'ont pas perdu sa trace...

Evidemment le propos de Dos Passos n'est pas de dénoncer le stalinisme du point de vue de la révolution. Au contraire, comme il l'écrit, il veut démontrer qu'il est vain de lier son sort à "une seule classe sociale", en l'occurrence le prolétariat — et cela qu'on soit malhonnête comme les staliniens ou honnêtes comme les antistaliniens. Mieux vaut opter pour la démocratie (bourgeoise), et prêcher la réconciliation des classes sociales. Ce genre de profession de foi conduisit Dos Passos à des options politiques de plus en plus conservatrices (il soutint en 1964 la candidature à la présidence du raciste Goldwater).

Cela dit, le livre vaut mieux que les intentions de l'auteur : il brosse le portrait assez émouvant d'un jeune petit-bourgeois américain, qui voudrait bien devenir un militant communiste, déboussolé par le stalinisme mais cherchant jusqu'au bout la voie de la libération humaine, du seul côté où il y ait quelque chance de la rencontrer, celui de la classe ouvrière.

Jacques FONTENOY

Aventures d'un jeune homme de John Dos Passos, éditions Gallimard, collection Folio, 472 pages.

"Génération - Les années de rêve"

de Patrick Rotman et Hervé Hamon

Dans *Génération, les années de rêve,* Hervé Hamon et Patrick Rotman se sont proposé de décrire la génération qui "a fait Mai 68" en milieu étudiant. Ils ont choisi de centrer leur récit sur ceux qui sont encore connus aujourd'hui, ceux dont on parle, au moins dans les rangs de l'intelligentsia de gauche.

C'est ainsi qu'on a droit à l'itinéraire politique de Serge July, actuel directeur de *Libération,* de Bernard Kouchner, responsable de Médecins du monde, de Roland Castro, architecte auquel Mitterrand a confié il y a peu la réalisation du projet *Banlieues 89,* de Régis Debray, écrivain et conseiller de Mitterrand, de Robert Linhart, chercheur et écrivain, de Daniel Cohn-Bendit, qui pense maintenant qu'en 68, à Charléty, la chance du mouvement c'était Mendès-France, etc... Bref, tout un petit monde qui se disait, pour la plupart de ceux qui le composaient, révolutionnaires mais qui jamais ne se sont considérés comme des militants de la classe ouvrière, même lorsqu'ils entendaient "aller aux masses" comme les pro-chinois de 1968.

Portés par la contestation du mouvement étudiant de mai-juin 1968, ils ne résistèrent pas au reflux de la vague. La plupart se raccrochèrent aux branches du mouvement socialiste, quand ils ne devinrent pas comme certains des laudateurs du monde occidental. De tous ceux qui sont cités dans cette chronique, seuls Alain Krivine et Jeannette Habel sont restés des militants d'extrême-gauche.

Sans doute ont-ils tous vécu et réagi à pas mal d'événements : la lutte contre la guerre d'Algérie, les conflits entre l'UEC (Union des Etudiants Communistes) et la direction du PCF qui, Thorez et Jeannette Vermeersch en tête, s'obstinait à ignorer la destalinisation, l'espoir que représenta pour beaucoup la révolution cubaine, la lutte contre la guerre du Vietnam, la naissance des mouvements maoïstes, sans parler évidemment des grèves de mai-juin 1968.

Tous ces événements, le livre les retrace ou plutôt les effleure, d'une façon trop superficielle pour permettre à ceux qui ne les ont pas vécus de les comprendre vraiment ; d'autant plus qu'ils sont présentés au travers des souvenirs personnels des personnages que les auteurs ont longuement interviewés et dont ils ne nous passent aucun état d'âme. On sait ainsi que pour Roland Castro, devenu par la suite dirigeant maoïste, *"l'atterrissage à l'UEC clôt une longue glissade affective et émotionnelle"* ; on nous dissèque la brillante personnalité de Serge July ; on n'ignore rien des colères, des jalousies, des crises d'autoritarisme et des dépressions de Robert Linhart, fondateur de l'organisation maoïste l'UJC marxiste-léniniste...

Par contre, les auteurs... ou les interviewés glissent plus rapidement sur l'aberration que constitua, par exemple, l'étude par les brillants intellectuels de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm du *Petit Livre Rouge* constitué d'extraits de citations de Mao, sans queue ni tête...

C'est sans doute une image fidèle de cette génération d'étudiants qui engendra "le gauchisme" de Mai 68, mais qui cette image peut-elle bien passionner aujourd'hui,... à part les intéressés eux-mêmes ?

Sylvie MARECHAL

Génération — Les années de rêve, *Editions du Seuil, 110 F — 614 pages de Hervé Hamon et Patrick Rotman.*

"Tout d'abord, il faut comprendre que les étudiants ne constituent pas un groupe distinct et unifié dans la société. Ils se partagent en différents groupes, et leur attitude politique correspond intimement à celle qui prévaut dans les divers groupes de la société. Quelques étudiants ont des orientations radicales ; mais seul un petit nombre de ceux-ci peut être gagné au parti révolutionnaire".

"Le fait est que très souvent ce radicalisme est une maladie de jeunesse parmi les étudiants petits-bourgeois. Il y a un dicton français : "avant trente ans révolutionnaire, après canaille". (...)

"Vous trouvez ce radicalisme propre à la jeunesse dans chaque pays. Les jeunes se sentent toujours insatisfaits de la société dans laquelle ils vivent — ils pensent toujours qu'ils peuvent faire les choses mieux que les anciens ne les ont faites. (...) Ils sont insatisfaits simplement parce qu'eux-

Sélection télé

SAMEDI 4 AVRIL

17 h. FR3 — Les géants de la musique. Un concerto de Haydn interprété par le célèbre violoncelliste, Mstislav Rostropovitch.

22 h 15. TF1 — Droit de réponse, de Michel Polac. **Les jeunes et la prison.**

DIMANCHE 5 AVRIL

22 h 40. FR3 — Cinéma de minuit : Il faut marier Papa, film américain de Vincente Minnelli, avec Glenn Ford. Les rapports entre un père et son fils de 7 ans.

LUNDI 6 AVRIL

15 h 20. TF1 — Viridiana, film de **Luis Bunuel** (1960). Un film qui se moque de l'hypocrisie de la morale chrétienne. Il fit paraît-il scandale à l'époque.

20 h 30. A2 — La mafia. Premier épisode d'une série de six d'un feuilleton italien. Avec Michèle Placido et François Perrier.

22 h 45. A2 — Le corps vivant. Série médicale présentée par Pierre Desgraupes. La vie du corps pendant le sommeil.

MARDI 7 AVRIL

20 h 30. A2 — Les dossiers de l'écran : **Kramer contre Kramer,** avec Dustin Hoffman et Meryl Streep. Un père se retrouve seul pour élever son enfant. Le film est suivi du traditionnel débat, ce soir sur les enfants et le divorce.

20 h 30. La 5 — El Dorado, célèbre western d'Howard Hawks (1967), avec John Wayne et Robert Mitchum.

20 h 30. M6 — Mariage à l'italienne, un film de Vittorio de Sica (1964) avec Sophia Loren et Marcello Mastroianni. Le film vaut paraît-il le déplacement.

MERCREDI 8 AVRIL

22 h 10. TF1 — Médecine à la Une. Une émission d'Igor Barrère. **Le foie,** son fonctionnement, ses maladies.

JEUDI 9 AVRIL

20 h 30. La 5 — Film : **Gatsby le magnifique** avec Robert Redford et Mia Farrow. D'après le roman de Scott Fitzgerald, le film évoque l'Amérique des années 20.

20 h 35. FR3 — Film : **Marius** avec Raimu et Pierre Fresnay. Un classique de Pagnol. Qui ne connaît pas la célèbre partie de cartes *"tu me fends le cœur".*

VENDREDI 10 AVRIL

22 h 45. A2 — Ciné-Club : **La rue de la honte,** film japonais de Kenji Mizoguchi (1956). Une étude de mœurs sur la prostitution.

Sélection ciné

Dans les salles parisiennes

LE NOM DE LA ROSE
de Jean-Jacques Annaud

Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14e siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade et Sean Connery, en père franciscain, campe un "Sherlock Holmes" impressionnant.

Forum Horizon 1er (vo), Marignan 8e (vo), Français 9e, Galaxie 13e, Gaumont Alésia 14e, Montparnos 14e, 3 Parnassiens 14e (vo).

ROSA LUXEMBURG
de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des grandes figures du

Les intellectuels américains des années 30 :

De l'engagement pour le prolétariat à l'engagement aux côtés de la bourgeoisie

Ce roman de Dos Passos fut publié aux Etats-Unis en 1938-39, à l'heure où les intellectuels américains étaient gagnés par la démoralisation.

Quelques années auparavant, après l'effondrement dû à la crise de 1929, sous la pression d'un mouvement ouvrier combatif — même s'il fut bientôt dévoyé vers la voie de garage du syndicalisme d'industrie — des intellectuels de renom, comme John Dos Passos, mais aussi Ernest Hemingway, John Steinbeck, Dashiell Hammett, Lillian Hellman, Elia Kazan, James T. Farrel ou Mary McCarthy furent attirés vers l'extrême-gauche.

La plupart se lièrent aux staliniens, quelques-uns se rapprochèrent des trotskystes (Farell et McCarthy). Dos Passos fit partie des rares intellectuels qui acceptèrent de faire partie du comité américain de défense de Léon Trotsky, au moment des procès de Moscou.

Mais ce soutien fut le plus souvent de courte durée. Et les intellectuels n'eurent qu'à suivre leur naturel pour rentrer dans le rang. Ils y furent aidés par la politique opportuniste des staliniens. Le Parti Communiste soutint Roosevelt. Les intellectuels commencèrent alors à rompre avec le parti.

La compagnie de Roosevelt ne les indisposaient pas plus qu'aujourd'hui certains anciens gauchistes de mai 68 sont embarrassés de celle de Mitterrand : ils étaient finalement du même monde.

Et chez les intellectuels américains d'alors, il devint de bon ton, en ces années désenchantées qui précédaient la guerre, d'évoquer "la crise du marxisme", alors que si la crise de 1929 et la marche à la guerre montraient quelque chose, c'était bel et bien la faillite du capitalisme.

A ce sujet, Trotsky écrivit, le 30 janvier 1939, ce commentaire :

"Au cours de la dernière décennie, la vieille génération des intellectuels radicalisés a fortement subi l'influence du stalinisme. Aujourd'hui le nombre de ceux qui s'en détournent, dans les pays avancés tout du moins, prend des proportions plus amples. Les uns sont sincèrement déçus dans leurs illusions, tandis que d'autres se rendent simplement compte que le navire est en train de s'aventurer vers des passes dangereuses. Il serait naïf d'espérer que les déçus vont se tourner vers le marxisme qu'en fait ils n'ont jamais connu. Pour la plupart des intellectuels, l'abandon du stalinisme signifie une rupture complète avec la révolution et une réconciliation passive avec la démocratie nationaliste. Les "désenchantés" constituent un bouillon de culture idéal pour les bacilles du scepticisme et du pessimisme". (Extrait de *Les intellectuels ex-radicalisés et la réaction mondiale,* œuvres, tome 20).

Extraits d'une interview sur les étudiants et les intellectuels accordée par Léon Trotsky au journal étudiant danois "Studentbladet", 9 décembre 1932

...ièmes ne sont pas assis à la place ...u conducteur. Mais aussitôt ...u'ils ont cette place, c'en est fini ...e leur radicalisme.

C'est ainsi : progressivement ...es jeunes gens occupent les bon-...es places. Ils deviennent avo-...ats, dirigeants, enseignants. Et ...lors ils jettent un regard sur leur ...adicalisme d'avant comme sur ...n péché de jeunesse, à la fois une ...reur charmante et repoussante. ...u souvenir de sa jeunesse, ...intellectuel adulte conservera ...ne sorte de double vue toute sa ...ie. D'un côté, il croira qu'il pos-...de encore une sorte d'idéalisme ...évolutionnaire, mais en réalité il ...'aura qu'un mince vernis libé-...al. Mais ce vernis est seulement ...n masque pour ce qu'il est ...evenu en réalité : un arriviste petit-bourgeois, à l'esprit étroit, dont les seuls centres d'intérêt sont sa carrière".

"Les étudiants révolutionnaires peuvent jouer un rôle seulement si, en premier lieu, ils se forgent une éducation révolutionnaire critique, rigoureuse et consistante et, en second lieu, s'ils joignent le mouvement ouvrier révolutionnaire quand ils sont encore des étudiants. Laissez-moi d'abord préciser ce que j'entends quand je parle d'une éducation révolutionnaire critique. Il s'agit pour moi d'une étude du marxisme non falsifié".

"(L'intellectuel) doit comprendre qu'il entre dans le mouvement prolétarien comme un élève *et non pas comme un* professeur. *Il doit apprendre à se discipliner et faire le travail qui lui est demandé, et non pas ce qu'il a envie de faire. Le mouvement prolétarien de son côté doit l'observer avec un grand scepticisme. Un jeune intellectuel doit d'abord "suivre la ligne" pendant trois, quatre ou cinq années, et faire un travail de parti ordinaire et plutôt simple. Puis, quand les travailleurs lui feront confiance et seront complètement certains qu'il n'est pas un carriériste, alors il peut être autorisé à grimper — mais lentement, très lentement. Quand il a travaillé avec le mouvement ouvrier de cette manière, alors le fait qu'il soit un intellectuel est oublié, les différenciations sociales s'estompent".*

socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la première guerre mondiale.
Cinoches 6e (vo) à 13 h.

VIENNE POUR MEMOIRE d'Axel Corti

Ce titre général regroupe trois excellents films qu'il faut essayer de voir, bien qu'ils ne bénéficient pas d'une distribution en salle bien pratique :

• DIEU NE CROIT PLUS EN NOUS

évoque la fuite des Juifs de Vienne devant le nazisme, leur errance à travers l'Europe dont tous les Etats leur sont hostiles.
Saint-Germain Studio 5e, samedi, dimanche, lundi.

• SANTA FE

C'est la tentative d'adaptation aux Etats-Unis et les désillusions de ceux qui ont eu la chance de pouvoir s'y réfugier.
Saint-Germain Studio, samedi, dimanche.

• WELCOME IN VIENNA

Retour à Vienne en 1945. Les lendemains de la guerre ne chantent pas. La réalité est dure, sinon sordide.
Saint-Germain Village 5e, samedi, dimanche, mardi.

LES ENFANTS DU SILENCE de Randa Haines.

Les relations difficiles et tendres qui s'établissent entre un jeune professeur pour malentendants, combattant pour que les adolescents dont il s'occupe arrivent à parler et à s'intégrer à part entière au monde des "normaux", et une jolie, énergique sourde-muette, qui veut, elle, que les entendants apprennent son langage à elle et la respectent.

Gaumont 1er, Gaumont 2e, Hautefeuille 6e, Publicis 6e, La Pagode 7e, Gaumont 8e, Gaumont 14e, Mayfair 16e, Pasquier 9e, Maxeville 9e, Paramount 9e, Nation 12e, Fauvette 13e, Alésia 14e, Miramar 14e, Convention 15e, Clichy Pathé 17e.

films

"Platoon"

d'Olivier Stone

Platoon (la section) est un film américain sur la guerre du Vietnam fait par un cinéaste qui l'a vécue comme engagé volontaire, en 1967-68, alors qu'il avait 19 ans. *Platoon* montre un groupe de soldats en train de vivre et de faire la guerre.

Il y a déjà eu pas mal de films américains sur la guerre du Vietnam. Des films de propagande, comme les *Bérets verts,* de John Wayne, en 1968. Puis des films axés sur le retour des combattants et leur difficile réinsertion. Ceux qu'on a pu voir en France (à part *Retour,* avec Jane Fonda), montrent des vétérans devenus des marginaux, des drogués ou des êtres dangereux, faisant partie de la pègre, asociaux. Les rares films qui montraient le Vietnam le faisaient d'une manière symbolique, comme *Apocalypse Now* ou *Voyage au bout de l'enfer.* Puis, ces dernières années, est venue la mode des films revanchards.

Platoon tranche avec tous ces films en apparaissant presque comme un film documentaire. Les troupes qu'on nous montre dans le film sont stationnées près de la frontière cambodgienne, en 1967-68. Les soldats — à part Chris, le personnage central, qui s'est engagé parce qu'il croyait qu'il fallait passer par une guerre pour devenir un homme et parce qu'il trouvait qu'il n'y avait pas de raison que les privilégiés n'y participent pas — viennent des couches les plus défavorisées de la population. Ce sont des travailleurs des petites villes, des Noirs, qui commencent à en avoir assez de se battre pour les Blancs. Le film montre bien que ce sont les pauvres et les jeunes pauvres, qu'on a envoyés se battre. Il montre bien aussi comment les troupes U.S., venues pour écraser les Vietnamiens se sont retrouvées embourbées, encerclées par le nombre, mais aussi minées de l'intérieur, l'armée U.S. se défaisant en quelque sorte d'elle-même.

La section dont fait partie Chris, le personnage central du film, avance dans la jungle. Les hommes sont hagards, épuisés, drogués. Ils attaquent, sont attaqués, ils ont des blessés, des morts. Ils tuent, massacrent, torturent, brûlent un village.

Oui, la guerre dégrade et déshumanise les soldats. Certains d'entre eux l'acceptent. D'autres tentent de combattre cet état de fait. La section se scinde en deux camps. Deux sergents, qui sont là depuis des années, deviennent les leaders — et les symboles — de ces deux camps. La guerre contre les Vietnamiens devient une guerre entre soldats américains...

La guerre du Vietnam d'Oliver Stone, c'est l'enfer : l'enfer physique avec la boue, la fièvre, les charniers, les embuscades ; l'enfer moral avec la peur, et le sentiment de se dégrader. Ce sont les corps des soldats américains et des Vietnamiens inextricablement mêlés dans la mort ; c'est ce soldat qui se mutile pour tenter de se faire rapatrier...

Platoon n'explique pas pourquoi et comment les Américains furent entraînés dans cette sale guerre. Il la raconte du point de vue du simple soldat américain, qui, comme le dit l'auteur du film dans une interview donnée au *Monde,* pensait que *"la seule mission était de sortir vivant. Nous ne remettions pas la guerre en question. De toutes manières, nous n'y comprenions rien. Au fond de nous-mêmes, on savait que c'était une connerie, que quelque chose avait foiré".*

Chris, le jeune engagé, dit en substance à la fin du film : nous ne combattions pas l'ennemi ; nous combattions avec nous-mêmes. L'auteur a cherché quelque chose de symbolique à dire à propos de cette guerre, mais ce n'était pas la peine. Car, en tentant de restituer la vérité, *"comme"* dit-il *"je l'ai connue, avant qu'elle soit déformée ou totalement oubliée",* il a fait un film de guerre qui est un film contre la guerre, parce qu'il montre ce qu'elle fait des hommes.

Sylvie FRIEDMAN

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET LA GUERRE AU TCHAD

Le gendarme de l'Afrique à l'œuvre

Une grande partie de la presse française avait à peine fini de s'époumoner, la semaine dernière, à lancer des cocoricos à l'occasion de la défaite militaire libyenne d'Ouadi-Doum qu'elle remettait cela ces jours-ci avec la chute de la grande palmeraie du nord du Tchad, Faya-Largeau.

On se serait presque cru à un match de football opposant l'équipe libyenne à celle de France — pardon, officiellement du Tchad — dont "l'entraîneur" Mitterrand tenait quand même à préciser dimanche sur TF1 : *"on l'a beaucoup aidé"*. Un "beaucoup" qui est bien modeste quand on connaît le déploiement de forces et de matériels français au Tchad. La presse ne nous a d'ailleurs rien épargné : les soldats de Hissène Habré étaient entraînés par des Français, leurs troupes étaient renseignées par le "11e choc", un régiment très spécial de barbouzes du SDECE, quant aux lance-pierres des hommes de Habré, ils étaient "made in France".

"Je ne voulais pas donner à cela la tournure d'une guerre coloniale en envoyant l'armée française dans (le désert) du Tibesti", a affirmé Mitterrand. Certes, le gros des troupes françaises était resté au sud du Tchad — du moins c'est ce que prétend l'état-major —, mais si les soldats tchadiens avaient le "privilège" d'aller se faire tuer en première ligne, il ne fallait surtout pas oublier le nom du "sponsor" de l'équipe tchadienne — l'impérialisme français et ses marques préférées : Matra et ses missiles "Milan", Panhard et ses automitrailleuses légères, etc.

Mais la "grande victoire" ne veut pas dire pour autant que la guerre du Tchad soit terminée. D'abord parce qu'il reste les montagnes du Tibesti, au nord où les opérations militaires sont moins faciles, où il ne suffit pas d'un matériel efficace, de chars et de missiles appuyés par l'aviation. Hissène Habré en sait quelque chose, lui qui y guerroyait contre l'armée française, ainsi que son ex-allié, et ex-ennemi Goukouny Oueddeï, du temps où l'armée française elle-même prétendait avoir pacifié le Tchad.

Quant à l'accord qui s'est réalisé ces derniers mois entre divers chefs de fractions tchadiennes rivales sous l'égide de la France, rien ne dit que le ralliement à Hissène Habré du chef des bandes armées du sud, le colonel Kamougué, puis le ralliement récent de Goukouny Oueddeï et d'une partie de ses troupes, soient plus durables que les alliances précédentes ; comme avait peu duré l'alliance imposée par la France il y a quelques années entre Hissène Habré et Goukouny Oueddeï pour qu'ils se partagent le pouvoir, avant qu'ils ne se réaffrontent à nouveau, affrontement dans lequel Habré avait l'appui de la France, Oueddeï avait recherché celui de la Libye.

C'est bien pourquoi les 2 500 militaires français restent sur place, tant il est évident que sans eux l'armée gouvernementale tchadienne serait bien fragile. Et cette victoire remportée momentanément par les troupes gouvernementales, encadrées par l'armée française n'est probablement qu'un épisode de plus dans cette guerre sans fin, dont l'impérialisme français, qui avait au Tchad joué sur les rivalités entre régions, entre clans, pour mieux dominer est responsable. Guerre qu'il entretient, tant le gouvernement français, principal gendarme de l'impérialisme en Afrique, tient à montrer à tous les dictateurs africains qu'il ne les laissera pas tomber, à tous les peuples d'Afrique que, derrière les dictateurs nationaux en place, ce sont les grandes puissances impérialistes qui restent les véritables maîtresses de l'Afrique.

Mitterrand et Hissène Habré (AFP)

Quand les auditeurs font leurs comptes

"J'ai entendu le ministre de la Défense affirmer que l'opération militaire au Tchad avait coûté 200 millions, je trouve cela scandaleux". C'était cette semaine, sur une radio périphérique, lors d'une émission "les auditeurs ont la parole". Et cet auditeur d'expliquer qu'il avait fait ses comptes : ces 200 millions auraient permis de nourrir 500000 personnes supplémentaires dans les restaurants du cœur, de verser le SMIC à 4000 chômeurs pendant un an ou encore de ne pas amputer les revenus des éleveurs de porc bretons comme le gouvernement venait de le faire. *"Le gouvernement dit qu'il n'a pas d'argent, mais l'argent il sait le trouver quand il faut"*, continuait-il, égratignant au passage son prédécesseur "de gauche" : *"M. Delors invoquait le manque d'avions pour acheminer l'aide aux affamés d'Ethiopie mais le Tchad n'est pas loin de l'Ethiopie et on imagine quel pont aérien il a fallu mettre sur pied pour envoyer toutes ces armes"*.

L'émission voulant que les auditeurs puissent dialoguer, une pharmacienne entreprit de répondre : non, disait-elle, on ne pouvait pas compter ainsi, certes il y avait bien de l'argent dépensé en Afrique mais finalement c'était tout bénéfice : politiquement pour le gouvernement qui s'attachait les régimes de la moitié du continent et économiquement pour les entreprises françaises qui y gagnaient un marché protégé.

Comme quoi, finalement, quand ce ne sont pas des "professionnels" de l'information qui la commentent, celle-ci devient tout de suite plus claire !

LE FLNKS ORGANISE UN MEETING A PARIS

Non au jeu truqué du référendum en Nouvelle-Calédonie

Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, doit organiser un meeting de protestation à Paris le jeudi 9 avril à la Mutualité, contre le référendum prévu sur le statut de la Nouvelle-Calédonie.

Ce référendum, tel que le gouvernement français compte l'organiser, est évidemment une escroquerie, vis-à-vis du peuple kanak. Dans son pays le peuple kanak est devenu minoritaire face aux colons d'origine française et aux minorités issues des anciennes colonies françaises d'Asie ou des territoires comme Wallis et Futuna, qui ont émigré en Nouvelle-Calédonie ; décréter alors que pour décider du statut futur du territoire on va faire un référendum où tous auraient le droit de voter, y compris les fonctionnaires coloniaux, y compris nombre de policiers et militaires en poste là-bas, pour peu qu'ils y soient en poste fixe, c'est assurer d'entrée une majorité pour le maintien du colonialisme français.

Bien sûr, préparation des prochaines présidentielles oblige, Mitterrand s'est permis dimanche dernier à TF1 de prendre ses distances vis-à-vis du référendum : *"J'ai exprimé mes réserves... Je pense qu'il eut été sage d'y procéder plus tard..."*. *"Plus tard"*, il faut bien dire que c'est non seulement la formule de Mitterrand en mars 1987, mais c'est celle qu'il a utilisé de mai 1981 à mai 1986 en ce qui concerne la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie, pour gagner du temps.

La gauche qui avait promis aux Kanaks l'indépendance avant les élections de 1981 avait réussi à faire traîner cinq ans non sans réprimer les émeutes et faire assassiner par des tireurs d'élite deux militants indépendantistes dont l'un des dirigeants du mouvement. Et elle avait ensuite cherché un calme momentané avec la création de ces régions, dans trois desquelles (les plus pauvres du territoire) les Kanaks obtenaient la majorité aux élections.

La droite au pouvoir, elle, qui a à soigner un autre électorat, s'emploie à reprendre le peu que la gauche avait concédé. Et le référendum prévu fait partie de cette opération.

Mais que le gouvernement arrive ou non à organiser son référendum, qu'il puisse ensuite tenter de s'y référer pour justifier le maintien de la Nouvelle-Calédonie sous la coupe du colonialisme français, ce n'est pas cela qui risque de tromper le peuple kanak : il a appris après 1981, ce que valaient les promesses électorales. Il a appris en 1984 qu'une élection ça se boycotte, qu'une urne ça se brise. Et il vient d'apprendre avec Chirac que, même lorqu'on lui accorde une bribe de pouvoir, tant que son pays sera sous domination coloniale de la France, non seulement rien ne changera de fondamental dans sa situation, rien ne diminuera sa misère, mais même la moindre concession sera à la merci des intérêts personnels des politiciens en mal de démagogie électorale.

Olivier BELIN

ALGÉRIE

Respect des droits de l'Homme : pas pour tout de suite

Le gouvernement algérien a présenté la récente reconnaissance d'une section d'Amnesty International et d'une organisation de défense des droits de l'homme "indépendante du pouvoir" comme une preuve de sa volonté d'être "exemplaire en matière de liberté individuelle".

Mais l'exemple n'est à vrai dire guère probant car cette reconnaissance n'empêche pas que deux autres associations des droits de l'homme, créées, elles, par des opposants pour défendre les militants politiques victimes de la répression, restent bel et bien illégales.

De même, la levée de l'assignation à résidence dans le sud de certaines personnalités d'opposition ne peut faire oublier qu'en Algérie les militants d'opposition sont pourchassés. Par ailleurs, actuellement des centaines de personnes arrêtées lors des événements de Constantine et Sétif en novembre 1986 sont encore en prison, et 140 d'entre elles, qui ont fait appel, attendent toujours d'être rejugées. Et dans ces circonstances les gestes de Chadli ont toutes les chances d'être pris pour ce qu'ils sont, des leurres qui ne trompent pas grand monde.

On nous communique

Le Collectif contre la répression en Algérie (CCRA) nous communique qu'il organise le 20 avril, à partir de 14 heures à la Mutualité, à Paris, 24, rue Saint-Victor, un gala de soutien aux droits de l'homme en Algérie.

Sapho, Idir, Gilles Servat, Malika Domrane entre autres animeront ces "Quatre heures pour les droits de l'homme".

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995